

Thornike Gordadze

Géorgie : un nationalisme de frontière

La Géorgie post-communiste a été incluse dans la sphère d'influence de l'Empire ottoman, mais aussi dans celles des empires séfévido-qadjar, tsariste et soviétique. Située aux confluents de trois puissances, elle fut durablement marquée par la combinatoire impériale au niveau de sa politique, des processus identitaires, de la formation des élites et de l'imaginaire de gouvernement. Une partie de son territoire fut même durablement annexée par l'Empire ottoman, qui y a imprimé la marque de son mode de gouvernement (en particulier en Adjarie et en Meskhétie). Aujourd'hui encore, la formulation des politiques publiques n'est pas sans être influencée par le legs impérial ottoman. De la prise en compte de la problématique ethno-politique en Meskhétie dépend par exemple la résolution du problème du rapatriement des centaines de milliers de citoyens déportés par le régime stalinien dans les années 1940 : ce fut l'un des objectifs fixés par le Conseil de l'Europe en contrepartie de l'adhésion de la Géorgie à l'organisation en 1999. De même, la question du statut autonome de l'Adjarie, reliquat de la compétition permanente entre l'Empire ottoman et l'Empire russe et plus tard entre la Turquie républicaine et l'Union soviétique, représente un défi à la formation de l'Etat géorgien post-communiste. Elle soulève la question du fédéralisme et celle des relations de la Géorgie avec les puissances régionales voisines.

Le legs ottoman en Géorgie post-communiste : quelques caractéristiques générales

L'arrivée et l'installation durable de l'Empire ottoman dans le Caucase, et plus particulièrement en Géorgie, est relativement tardive : elle survient environ deux siècles après la conquête des Balkans et plusieurs décennies après celle de l'Égypte. Ainsi, il est d'usage de considérer la date de 1555 comme le début de l'influence ottomane en Géorgie¹. Néanmoins, jusqu'en 1595, c'est-à-dire jusqu'au lancement du *Gürcistan Vilayet Büyük Defteri* (recensement ottoman de la Géorgie conquise), la conquête n'est pas effective, puisque la plupart des rois et princes géorgiens ne reconnaissent pas le traité et opposent une résistance armée. De plus, cette « conquête » fut ponctuée de reflux et d'abandons temporaires à la Perse dans les années 1630, puis 1710. En plus de leurs affrontements avec la Perse et la Russie à partir de la deuxième moitié du XVIII^e siècle, les Ottomans étaient en guerre quasi constante avec les royaumes et les principautés locales durant tout les XVI^e et XVII^e siècles – guerres que l'historiographie géorgienne nationaliste et patriotique présente aujourd'hui comme des guerres de libération nationale. En réalité, les Etats géorgiens étaient impliqués pendant plus de deux siècles dans des alliances complexes et instables avec les différentes puissances impériales et les tribus guerrières du Nord Caucase – une « guerre civile » quasi permanente à laquelle l'Empire ottoman était partie prenante, souvent par le biais des Pachaliks situés aux marges des Etats géorgiens.

Cela étant, l'arrivée des Ottomans en Géorgie à la fin du XVI^e siècle ne doit pas être considérée comme une rupture radicale dans l'histoire géorgienne. Les Ottomans contrôlaient déjà l'Empire de Trébizonde (l'Etat gréco-lazo-géorgien du littoral de la mer Noire) depuis 1461 et participaient aux alliances et aux guerres entre Etats géorgiens. De plus, ces derniers et le Royaume Uni des Bagratides (X-XIII^e siècles) étaient depuis longtemps déjà en contact avec les émirats et royaumes turcs d'Anatolie et ceci dès le XI^e siècle (le sultanat de Rûm, d'Erzinca, l'Etat d'Ak Qoynlou). Avec le déclin de l'Empire ottoman, qui débute peu après la soumission de la Géorgie (*grosso modo* à partir de la fin du XVII^e siècle), les relations des Etats géorgiens avec l'Empire sont en général limitées aux Pachaliks voisins d'Erzeroum, de Trabzon ou de Çildir (Ahiska). La Porte n'intervenait que très

¹ Cette date correspond au traité d'Amassya, conclu entre l'Empire ottoman et la Perse et qui divise la Géorgie en deux zones d'influence – l'une ottomane (l'ouest géorgien), l'autre persane (l'est).

indirectement et les Géorgiens étaient essentiellement en contact avec les Pachas et les armées d'Anatolie. Ceci explique, au moins en partie, l'absence de toute « mission civilisatrice » de la part des Ottomans dans le Caucase et l'absence de fascination que l'Empire aurait pu exercer sur ses sujets géorgiens. Le fait de perdre le contrôle de l'essentiel de la Géorgie avant les réformes dites modernisatrices des *Tanzimat* explique également l'absence de « mise en valeur » de la région de la part des Ottomans. L'historiographie tardive de la période tsariste et communiste a cependant contribué à présenter l'Empire ottoman comme une puissance conquérante arriérée, détournant durablement la Géorgie de la civilisation européenne et empêchant ainsi son développement. A quelques rares exceptions près², l'histoire officielle jugeant les Ottomans à l'aune de la Russie tsariste ou communiste, l'incorporation de la Géorgie à l'Empire russe fut présentée, surtout sur le plan du « développement », comme un moindre mal. Certains allèrent jusqu'à définir la conquête russe comme « un retour en Europe ».

Mais pour mieux comprendre le sens de la présence ottomane en Géorgie, il est indispensable de souligner les formes très diversifiées de celle-ci, allant d'une annexion pure et simple de certaines régions, notamment de la Géorgie du sud-ouest, à l'établissement de liens de protectorat et de vassalité, comme ce fut le cas pour la Géorgie Occidentale (royaume d'Imérétié, principautés de Mengrélie, de Gourie et d'Abkhazie). Dans certains cas, les Ottomans se contentèrent d'établir de simples garnisons. Ainsi, le long de la côte de la mer Noire fut constitué un collier stratégique de forteresses ottomanes, allant de Ginoi (près de Batoumi) jusqu'à la Crimée, en passant par Suhum Kalé, Redut-Kalé (aujourd'hui Poti), Gelencik et Anapa. Des garnisons furent également établies dans l'hinterland géorgien (Kutaissi, Bagdati, etc). Dans tous les cas, les Ottomans n'ont quasiment jamais contrôlé la totalité des royaumes et des principautés de Géorgie, l'essentiel de l'Est du pays échappant à leur pouvoir, y compris la capitale Tiflis et les royaumes de Kartlie et de Kakhétie inclus dans la zone d'influence persane. Les Ottomans ne contrôlèrent la Transcaucasie dans sa totalité que pendant une brève période, grâce aux conquêtes de Moustafa Lâla Pacha (1578-1602).

L'un des points les plus intéressants des relations ottomano-géorgiennes furent les différentes formes de cooptation des élites administratives et militaires. Même si les Ottomans

² L'écrivain et intellectuel du début du 20^{ème} siècle Mikhéil Djavakhichvili, dans son *Arsena Marabdéli*, considère la conquête de la Meskhétie par les russes en 1829 comme une défaite géorgienne et un pas en arrière. Djavakhichvili fut fusillé par le régime stalinien en 1937.

n'en furent pas les inventeurs, puisque tous les états du Moyen Orient (la Perse, l'Égypte pré-ottomane) et de la Méditerranée musulmane importaient les esclaves Caucasiens dans le but d'en faire des soldats ou des bureaucrates (les Mamlouks), ces derniers y ont eu recours de la façon la plus intensive et le plus tardivement³. Ainsi, de nombreux Géorgiens et Circassiens (Caucasiens du nord-ouest) sont devenus « Ottomans » – au sens de « club membership » – en accèdent à des postes de responsabilité à caractère militaire (pachas, seraskers, janissaires) ou administrativo-judiciaire (qadi, vizir), ou liés au service du Palais et au Harem. Après la diminution relative du phénomène de *devsirme* dans les Balkans à la fin du XVII^e siècle, les *gouls* issus du Caucase (Géorgie et Circassie) sont devenus numériquement encore plus importants. Il faut souligner que chaque Mamlouk accédant à des postes de responsabilité élevés recrutait ses fidèles parmi les Mamlouks plus jeunes, souvent en achetant les jeunes garçons en très bas âge. Ce faisant, il perpétuait la reproduction de la caste. D'après G. Mantrant, les Caucasiens occupaient le troisième rang après les Albanais et les Bosniaques au regard du nombre de grands vizirs au XVII^e siècle, tandis qu'au XVIII^e et au début du XIX^e siècle, ils passèrent en seconde position.⁴

En aval, la vente des captifs ou des esclaves constitue un élément fondamental pour la formation de l'État géorgien d'avant l'occupation russe. Le phénomène semble avoir existé depuis l'antiquité, mais il prit une dimension sans précédent à partir du XVII^e siècle. Il doit être analysé au même titre que la « théorie géopolitique princière », car il constitue à ce niveau un élément précieux dans la compréhension de la défaite de l'absolutisme et de la perpétuation du système seigneurial et de l'éclatement maximal du pays – et ceci jusqu'à la conquête russe. Dans l'historiographie locale, la question de la vente des captifs n'est jamais abordée en tant que sujet d'étude *per se* : il n'existe aucun travail scientifique montrant son importance économique et politique pour la période allant du XVI^e au XVIII^e siècle. Pire, lorsque le problème est abordé, c'est pour le dénoncer selon des critères moraux. Ainsi, de nombreux auteurs, ne pouvant pas éviter cette question éminemment gênante, tellement les sources historiques de première main sont abondantes, la traitent à seule fin de mieux illustrer « le déclin politique, économique et moral » sans précédent qui aurait frappé la Géorgie à partir de l'occupation de Constantinople et de Trébizonde par les Ottomans. Le commerce des esclaves est montré comme le signe ultime de la dégradation de la société après l'âge d'or des

³ Ceci a duré au moins jusqu'au milieu du 19^{ème} siècle, puisque dans les années 1840 encore, le Pacha de Bagdad était un mamlouk géorgien, Daoud Khan (Manvélichvili), qui entretenait des liens réguliers avec sa famille restée en Géorgie.

⁴ G. Mantran (ed.), *L'histoire de l'Empire Ottoman*, Paris, Fayard, 1994.

XII-XIIIème siècles, tandis que pour les auteurs contraints par le carcan idéologique marxiste-léniniste, il représente l'occasion de démontrer des formes particulièrement sévères de la lutte des classes et le caractère foncièrement prédateur et réactionnaire de l'aristocratie géorgienne. En général, le rôle du commerce des esclaves dans l'histoire géorgienne est considéré comme un sujet tabou, dont il est malaisé de traiter. Il est mal connu et peu discuté parce qu'il porte un coup dur à la fierté nationale d'un peuple se voulant hautement civilisé et raffiné, surtout par rapport à ses voisins immédiats. Le fait que la noblesse géorgienne ait systématiquement capturé et vendu ses propres « frères de l'ethnie » et ses « coreligionnaires » – et ceci avant tout aux « infidèles » Turcs et dans une moindre mesure aux Persans – apparaît comme un élément fortement perturbateur de la vision idyllique de l'histoire, faite des pages célébrant la « résistance héroïque aux envahisseurs ».

Souvent, lorsque le phénomène est abordé, il est presque exclusivement imputé aux montagnards Daghestanais – qui razziaient la Géorgie à la recherche de butin et de captifs – tandis que la part des vendeurs d'esclaves géorgiens est volontairement minimisée. La honte et la peur d'être assimilés aux « rois nègres » vivant du commerce de leurs sujets, à l'heure où le pays est soucieux de promouvoir l'image de la Géorgie millénaire et « européenne », rendent le sujet politiquement incorrect, y compris chez les chercheurs et les intellectuels. L'emphase que nous mettons sur la question du commerce des esclaves avec l'Empire ottoman dans la formation de l'Etat géorgien n'a pas de précédent et elle risque d'être perçue comme étant une provocation intellectuelle par les esprits bien pensants. Mais c'est bien cet aspect de l'économie politique qui nous paraît décisif pour comprendre la dichotomie pluriséculaire entre l'aristocratie guerrière et les pouvoirs royaux. Le commerce des esclaves fut la pierre d'achoppement entre les partisans de l'absolutisme et ceux du féodalisme, les premiers tentant de l'interdire, tandis que les seconds trouvèrent en celui-ci, qui autorisait des jeux d'alliances instables, la garantie de leur indépendance. Ce n'est pas une simple coïncidence si les puissances impériales musulmanes furent les ardents défenseurs de cette forme de « la traite », jusqu'à exiger sa perpétuation dans les traités officiels conclus avec les royaumes géorgiens⁵. Ainsi, les intérêts des seigneurs géorgiens et des puissances « de poudre à canon »⁶ se chevauchèrent dans le commerce des captifs, rendant l'absolutisme impossible

⁵ Chaque défaite des rois d'Imérétie dans leur lutte contre l'Empire Ottoman était assortie de traités rétablissant le commerce des captifs.

⁶ Le terme est la traduction de l'expression « gunpowder empires » employée par Bernard Lewis au sujet de l'Empire ottoman et de la Perse.

dans ce pays et contribuant à terme à un processus particulier de formation de l'Etat et de la nation.

Les formes de présence ottomane furent encore plus diversifiées si l'on prend en considération la région du Caucase dans son ensemble. Il est intéressant de souligner que la présence ottomane fut la plus durable et la plus continue dans les régions « non turques » du Caucase – notamment en Géorgie et en Arménie (« l'Arménie occidentale », soit plus de deux tiers de l'ancien royaume d'Arménie, disparu en 1071 sous la pression des Seljoukides, fut totalement annexée à l'Empire) – tandis qu'elle fut plus diffuse en Azerbaïdjan, soumis d'une manière quasi ininterrompue à l'influence de la Perse. Malgré l'appartenance des Azéris à la « grande famille des peuples turcs », parmi les trois pays du Caucase du Sud, c'est dans l'Azerbaïdjan d'aujourd'hui que les legs de l'Empire ottoman se font le moins sentir. Pourtant, avec l'avènement de l'âge nationaliste et du nationalisme ethno-linguistique, l'Azerbaïdjan est devenu le lieu d'investissement de tous les fantasmes panturquistes et un élément décisif de l'imaginaire pantouranien. Paradoxalement, les rêves concordants des nationalistes turcs et azéris de l'Empire tsariste au sujet d'un futur Etat turc allant de l'Anatolie jusqu'aux marges de la Chine, constitue plus une nouveauté, en ce début du 20^{ème} siècle, que la résilience de l'héritage ottoman. Les nationalistes turcs du début du 20^{ème} siècle, qu'ils soient Tatares (de Crimée ou de la Volga) ou Azéris, étaient issus de terres qui ne firent jamais ou quasiment jamais partie de l'Empire ottoman.

Dans le Caucase du Nord, l'influence ottomane était encore plus furtive et s'exerçait au « coup par coup ». La région était tantôt « sous-traitée » aux Khans de la Crimée (la partie occidentale du nord Caucase allant de la Mer Noire jusqu'au pays Ossète) et tantôt soumise au paiement de tributs aux Ottomans. Les chefs Tcherkesses, Ubykhes et Kabardes faisaient allégeance directe à la Porte. Quant au Caucase du nord-est (la Tchétchénie et le Daghestan actuels), les armées ottomanes n'y ont jamais séjourné, mais à partir du 18^{ème} siècle, les chefs Daghestanais sont souvent utilisés par les Ottomans dans leur guerre contre la Perse et plus tard contre la Russie. Grands pourvoyeurs de captifs pour les Ottomans, les chefs Daghestanais (ainsi que les chefs Kabardes et Criméens), trouvaient souvent accueil et ressources auprès des différents pachas de l'Empire et participaient aux campagnes militaires de la Porte en échange du butin et de cadeaux. Le réseau des forts ottomans sur la Mer Noire, ainsi que la ville d'Akhalsikhé (Ahiska), étaient à la fois des lieux d'acheminement des captifs vers l'Empire et le lieu de ralliement des chefs Nord Caucasiens contre le Chah et le

Tsar. Avec l'avancée russe vers le Caucase, la connivence d'intérêts entre les montagnards caucasiens et l'Empire ottoman est devenue de plus en plus évidente.

De nombreux changements sont intervenus avec l'arrivée de l'Empire russe dans la « combinatoire des empires » du Caucase. Cette combinatoire fut successivement composée de Rome /Byzance et de la Perse jusqu'au 8^{ème} siècle ; du Califat Abbasside et de Byzance aux 9^{ème}-12^{ème} siècles ; de l'empire Ottoman et de la Perse du 16^{ème} au 19^{ème} siècle. La Russie a obtenu de nombreux succès face aux deux « régents » classiques de la région (la prise de la Crimée, de la Bessarabie et de quelques forteresses ottomanes du nord du littoral dès la fin du 18^{ème} siècle, la conquête des Khanats de Erevan, de Nakhitchevan, du Karabagh et de l'Azerbaïdjan au dépens de la Perse dans les années 1820, l'annexion de la plupart des états géorgiens (de 1801 à 1864) et l'éviction des Ottomans de la Meskhétie (1829) et d'Adjarie (1878)). Tout ceci a considérablement modifié la donne de la région.

L'Empire russe fut la première puissance non autochtone du Caucase, qui tout en établissant sa domination, a supprimé les royaumes et les principautés géorgiens. Ne se contentant pas de simples liens de vassalité, il y a établi un « gouvernement direct »⁷. Comme lot de consolation, l'aristocratie géorgienne chrétienne a reçu de l'administration tsariste la conservation de ses titres de noblesse et ses membres se sont en outre vus offrir la possibilité de servir dans l'Armée Impériale contre leurs anciens suzerains ottomans et perses, ainsi que contre les montagnards Daghestanais – anciens ennemis qui razziaient la Géorgie pendant près d'un siècle et demi. Cette noblesse géorgienne participa activement aux guerres russo-ottomanes de 1828-1829, à la Guerre de Crimée et à la guerre de 1877-1878. La première s'acheva avec la liquidation du pachalik d'Ahiska et le rattachement à l'Empire de l'ancienne province géorgienne de Meskhétie, et la dernière par l'annexion de Batoum, d'Artvin, d'Ardagan et de Kars et le rattachement (ou selon la version géorgienne – « le retour ») de l'Adjarie à la Russie, et donc au reste de la Géorgie.

Le 19^{ème} siècle et les victoires russes ouvrirent la voie au grand déplacement des populations dans le Caucase. Des centaines de milliers de musulmans – Adjares (géorgiens

⁷ Malgré les annexions et l'introduction du mode de gouvernement russe, la cooptation des élites locales fut également pratiquée. Il doit cependant être souligné que certains groupes furent plus « cooptés » que d'autres. Ainsi, les Arméniens, les Ossètes et les Géorgiens – au moins dans la première phase de l'établissement du pouvoir russe – furent largement « cooptés », tandis que les Tchétchènes, les Géorgiens musulmans et les Tcherkesses furent largement exclus de ce processus.

musulmans), Meskhètes, Circassiens, Abkhazes, Tatars et Turcs du Caucase – migrèrent vers l'intérieur de l'Empire. Jugés « inassimilables » et « par essence » hostiles au nouvel ordre, les montagnards caucasiens furent poussés à émigrer par l'administration tsariste, afin qu'ils libèrent les terres pour les futurs colons⁸. Les autorités ottomanes étaient également favorables à l'afflux des populations caucasiennes : d'une part pour des raisons stratégiques et militaires – les peuples jugés « martiaux » et hostiles à la Russie étaient censés apporter un surplus précieux aux armées ottomanes en vue d'une éventuelle revanche –, de l'autre par suite de la volonté de développement agricole des régions rurales de l'Empire.

Nous savons désormais que les stratégies militaires de la reconquête du Caucase par les Ottomans ont largement échoué, et ceci malgré l'utilisation intensive du potentiel combatif des réfugiés caucasiens. En revanche, plusieurs millions de citoyens de la République Turque d'aujourd'hui se disent descendants des Mohacirs Caucasiens. Les communautés villageoises caucasiennes sont nombreuses dans les vilayets de Bursa, Izmit, Adapazari, Sakarya, Samsun, Konya, Kayseri, etc. Et, preuve par excellence du legs impérial ottoman, des villages « Tcherkesses »⁹ existent encore aujourd'hui en Syrie, en Jordanie¹⁰, en Egypte, en Israël et même dans les pays balkaniques. Il est intéressant de souligner qu'à partir des années 1960, ces *Çerkes* furent nombreux à se retrouver dans les flux migratoires turcs vers l'Europe et les Etats-Unis, opérant des changements significatifs dans leurs « imaginaires nationaux » et fondant de nombreuses associations culturelles et même politiques autour de la question de leur identité. Ces associations constituaient une alternative intéressante au nationalisme des peuples caucasiens au sein de l'Empire Soviétique. Enfin, les conflits armés des deux dernières décennies dans le Caucase (Tchéchénie, Abkhazie, Karabagh) ont mis en évidence le phénomène des diasporas caucasiennes du Moyen Orient, puisque des centaines de « volontaires » – ressortissants Turcs, Syriens ou Jordaniens – ont afflué vers le Caucase à l'occasion de ces conflits, offrant même des dizaines de Chahids issus des diasporas à la cause des « patries lointaines ». Un siècle et demi après la dernière défaite ottomane face à la Russie, la problématique du legs impérial n'est donc pas devenue inopérante.

⁸ La terre des Mohacirs était déclarée comme étant la propriété de la couronne russe et offerte à la colonisation. Cette colonisation fut réellement mise en œuvre dans le Caucase du Nord, même si elle a plus réussi dans le nord-ouest que dans le nord-est (Tchéchénie, Daghestan). Dans le Sud Caucase, la colonisation par implantation de colons slaves n'a pas vraiment abouti. Ce rôle fut souvent dévolu à des colons arméniens venant d'Anatolie centrale et orientale.

⁹ Le terme *Çerkes* aujourd'hui, en Turquie et dans les pays arabes post-ottomans, est un terme générique qui désigne souvent tous les Caucasiens.

¹⁰ La garde royale de la monarchie Hachémite aujourd'hui encore est composée de la cavalerie circassienne.

Après la disparition de l'Empire ottoman et de l'Empire tsariste, « la combinatoire des empires » s'est encore modifiée. Après quelques années d'intervention des puissances occidentales dans le Caucase, notamment l'occupation britannique des territoires abandonnés par les Ottomans (1918-1920), des indépendances de courte durée des trois pays du Sud Caucase, deux nouvelles puissances régionales ont vu le jour – la Turquie kémaliste d'un côté et l'Union soviétique de l'autre. La première tachait de construire un Etat-nation moderne, tandis que la seconde donnait naissance à une nouvelle forme d'empire. Au début des années 1920, les deux états révolutionnaires furent des alliés objectifs contre « l'impérialisme occidental », et en premier lieu britannique. En mars 1921, à peine quelques jours après la soviétisation forcée de la Géorgie – la dernière des trois Républiques Transcaucasiennes à perdre son indépendance –, l'Union soviétique a signé avec la Turquie le traité de Kars, qui établissait une nouvelle frontière entre les deux pays. Cette frontière, toujours en vigueur aujourd'hui, délimite les territoires de la Géorgie et de l'Arménie indépendantes par rapport à la Turquie. Le traité établit une nouvelle frontière, différente de celle de 1878 (traité de Berlin), mais aussi de celle de 1918 (traité de Brest-Litovsk). Une partie des acquisitions russes de 1878 reste ainsi la propriété de l'Union soviétique (la région de Batoum – l'Adjarie d'aujourd'hui), tandis que Kars, Artvin et Ardagan sont rétrocédés à la Turquie (les vilayets de Kars et d'Artvin aujourd'hui). L'une des clauses de ce traité prévoit un statut d'autonomie pour les musulmans de la région de Batoum. Ce fut l'acte de naissance de la République Autonome Soviétique et Socialiste d'Adjarie au sein de la République Soviétique et Socialiste de Géorgie. Ce fut l'unique cas d'ethno-fédéralisme soviétique – lorsque un peuple se voyait attribuer un statut autonome non pas à cause de l'ethnicité propre, mais en raison de son affiliation religieuse (les Adjars furent qualifiés et recensés comme étant « ethniquement » géorgiens dans taxinomies officielles soviétiques), alors que l'Union Soviétique prétendait représenter un Etat et une société athées. Le statut autonome d'Adjarie est toujours garanti par la constitution géorgienne en vigueur.

Malgré des débuts prometteurs, les relations turco-soviétiques se sont progressivement dégradées au long des années 1930 et se sont franchement envenimées à partir de 1944. Présageant la sortie victorieuse de la seconde Guerre mondiale, l'Union soviétique préparait une guerre contre la Turquie. Avec l'instauration d'un régime socialiste en Turquie, l'URSS, en passe de devenir la seconde puissance mondiale, projetait l'établissement de son contrôle

sur les détroits – vieux rêve impérial de deux cent ans – et la création d’une place d’arme pour assurer l’extension de son influence en direction du Moyen Orient.¹¹ Le développement des irrédentismes géorgien et arménien vis-à-vis de la Turquie au milieu des années 1940, des thèmes violemment anti-turcs dans l’historiographie géorgienne soviétique, des tendances turcophobes et « ottomanophobes » dans l’art populaire et la production cinématographique, étaient sensés asseoir la légitimité de l’intervention militaire soviétique contre la Turquie. L’irrédentisme géorgien et arménien (les prétentions sur les vilayets d’Artvin, Rize, Trabzon et Kars) devait servir de prétexte à l’invasion ; les cadres politiques du futur *Oblast* soviétique étaient déjà choisis et les écrivains géorgiens avait reçu l’ordre de composer des romans sur la « Géorgie turque » et sur l’aspiration des musulmans géorgiens à la réunification avec la Mère-patrie. Les pièces de théâtre ayant pour sujet la « réunification » furent jouées des centaines des fois¹².

La littérature scientifique et populaire et les films¹³ de l’époque mettent l’accent sur les « crimes » accomplis par les « Turcs » en Géorgie durant des siècles. L’ethnographie géorgienne se voit assignée pour mission de récolter, auprès de la population des régions ayant connu la domination ottomane, les récits, les contes et autres formes de folklore relatant la haine que vouait la population subjuguée aux conquérants. Ces études furent largement diffusées sous forme de lectures publiques et du livre intitulé *Les récits populaires Meskhètes au sujet de la barbarie des conquérants turcs*¹⁴. Dès les premières pages du livre, l’auteur donne le ton : « En 1453, après avoir capturé Constantinople, les Turcs – ces éleveurs de troupeaux – achevèrent Byzance, le pays hautement civilisé de l’Orient. Dorénavant, à la frontière Sud-Ouest de la Géorgie, tout au long du littoral de la Mer Noire, tel un dragon

¹¹ Dès le début des années 1930, le Komintern tentait d’utiliser certaines minorités (Kurdes, Grecs, Caucasiens) comme des possibles cinquièmes colonnes sur le territoire de la République kémaliste. Les bolcheviques kurdes, grecs et caucasiens citoyens de l’URSS étaient sensés établir des réseaux avec les groupes ethniques homonymes de Turquie afin de créer un terrain favorable à l’Union Soviétique.

¹² D. Tchonkadzé, *Sak’art’velo da Sabtjot’a Pretenziebi T’urket’is Mimart’* (« La Géorgie et les prétensions soviétiques vis-à-vis de la Turquie »), Tbilissi, 2002

¹³ Avec l’élimination du « cinéma bourgeois » avant-gardiste dans les années 1930, les films patriotiques comme *Giorgui Saakadzé* (1943) crèvent l’écran ; les envahisseurs musulmans, et surtout turcs, y sont dépeints comme des hordes sauvages ayant pour but la destruction et l’anéantissement total de la Géorgie. On peut dater de cette époque également la genèse du thème récurrent du « suicide patriotique » des femmes géorgiennes représenté le plus souvent par une scène montrant des dizaines de femmes se jetant du haut des falaises (ou du haut des tourelles des châteaux-forts) pour ne pas laisser l’ennemi s’emparer de leur corps. Le thème du suicide dans les harems du Sultan (ou du Chah) des épouses géorgiennes est également fréquent dans la filmographie de cette époque.

¹⁴ Ilia Maïssouradzé, *Meskhouri Khalkhuri Sitqviereba Turk-Dampqrobta Barbarossobaze* (« La société de diffusion du savoir politique et scientifique de la République Soviétique Socialiste de Géorgie »), Tbilissi, 1949.

mythique s'étendit la Turquie, l'envahisseur brutal, ennemi de la paix entre les peuples »¹⁵. En donnant des centaines d'exemples de contes, récits et poèmes traitant des invasions, massacres et conversions de force (dans un pays supposé athée, la résistance du christianisme y est décrite comme un acte héroïque et hautement patriotique...), les auteurs tentaient de montrer la résistance de la population locale et « l'incompatibilité historique » des Turcs avec les Géorgiens. En réalité, les récits cités dans les livres portaient plutôt sur les violences intercommunautaires. Or, les « barbares turcs » décrits dans les livres de l'époque étaient principalement des populations musulmanes locales, au pire celles des Pachaliks voisins – les mêmes que la doxa patriotique considère comme étant de souche géorgienne. Les pachas d'Akhalsikhé, tant haïs dans l'historiographie géorgienne, étaient issus de la famille des Djaqeli, une dynastie géorgienne convertie à l'islam. Ainsi, l'essentiel des représentations négatives envers l'Empire ottoman dans l'imaginaire géorgien date de la période moderne et trouve ses racines dans la propagande anti-turque des années 1940. Les manuels scolaires d'histoire ou de littérature, la filmographie et même la production des sciences sociales de l'époque ont laissé une empreinte relativement forte. Aujourd'hui encore, malgré d'excellentes relations politiques entre la Turquie et la Géorgie, les représentations populaires au sujet de la Turquie et de l'Empire ottoman sont largement négatives parmi les Géorgiens, et ceci toutes générations confondues¹⁶.

Avec l'effondrement de l'Union Soviétique et l'ouverture de la frontière avec la Turquie (l'ouverture de la frontière a en effet précédé la fin du régime communiste en Géorgie de deux ans), on a vu apparaître d'autres peurs. Si les mythes de l'expansion militaire turque se sont vite effondrés, les craintes de l'expansion économique turque constituèrent le nouveau champ de bataille pour le nationalisme géorgien. Le marché géorgien étant rapidement inondé par les produits importés turcs, peu onéreux, l'opinion publique désigna aisément le coupable du non-redécollage de l'industrie nationale, disparue avec le régime communiste. La ruée vers la Turquie de milliers de « commerçants de valises » (les fameux *tchelnoks*), ainsi que de la main d'œuvre servile et des prostitués, a provoqué la crispation du nationalisme géorgien autour du thème de la défense de la morale et de la masculinité, et ceci s'est accentué avec la

¹⁵ Ilia Maïssouradze, op. cit. p. 3. La conclusion du livre n'est pas moins « internationaliste » : « Le crime historique abominable du barbare turc envers la Géorgie n'est pas resté sans traces. Cette trace marque d'une tâche noire indélébile l'actuel gouvernement réactionnaire turc riche de ces traditions sanguinaires. [Le gouvernement turc] joint sa voix de sauvage au beuglement enragé des impérialistes en faveur de l'une nouvelle guerre [...]. La population Meskhète, Javakhe et Adjare, qui a tellement souffert des conquérants, attend avec joie le jour rêvé où le corps déchiré de la Géorgie méridionale s'unira en un seul tout et où les frères enchaînés en esclavage de la Turquie rejoindront la Géorgie socialiste » (p. 121).

¹⁶ Interview de T. Gordaze, revue *Outre-terre*, n°11, 2004.

plongée sans précédent du pays dans la misère au tout début des années 1990. En plus d'accuser la Turquie d'expansionnisme économique, les rumeurs les plus folles circulaient au sujet de la qualité des produits turcs, sur leur prétendue nocivité pour la santé humaine et sur l'aspect plus ou moins délibéré d'occuper le marché géorgien avec les produits dangereux et peu fiables. L'apparition de milliers de petits entrepreneurs et investisseurs turcs, eux-mêmes souvent très conservateurs sur le plan moral et religieux, ne favorisa pas la diminution de la méfiance vis-à-vis de la Turquie. Les activités de la *Türkiye Diyanet Vakfı* (la Fondation Turque des Affaires Religieuses – structure publique régentant l'islam turc) et l'attribution de dizaines de bourses annuelles aux jeunes musulmans géorgiens pour étudier dans les centres de formation d'imams en Turquie, suscitèrent de vives inquiétudes. La rénovation et la construction de plusieurs dizaines de mosquées dans les campagnes Adjares avec les fonds privés turcs, fut même qualifié par un homme politique local (lui-même musulman) d'« autant de lieux de recrutement pour les services secrets turcs ».

Néanmoins, quinze ans après l'indépendance et le constat d'extrême prudence de la politique extérieure turque dans la région du Caucase, beaucoup de fantasmes perdent de leur force. L'absence de soutien particulier aux musulmans de Géorgie, ainsi que de prosélytisme agressif ; le constat du rôle positif des investissements turcs dans l'économie du pays ; la disparition du régime d'Aslan Abachidzé dans la région autonome d'Adjarie – régime post-soviétique mais qui tentait passer pour un régime post-ottoman ; la reconnaissance de la part des autorités turques de l'appartenance à la culture géorgienne du moyen âge des nombreux sites touristiques et archéologiques de l'extrême nord-est de l'Anatolie, font que l'alarmisme du début des années 1990 laisse de plus en plus la place au pragmatisme. L'aspiration de la Géorgie d'accéder à l'OTAN, et de retrouver son indépendance énergétique vis-à-vis de la Russie, notamment grâce au pipeline Bakou-Tbilisi-Ceyhan (Turquie), l'aide militaire turque, favorisent le dépassement des complexes post-impériaux.

Les processus identitaires en Meskhétie (Psalik d'Ahiska) et legs ottoman

La région de Meskhétie, située au sud de la Géorgie actuelle, fut durant deux siècles annexée à l'Empire ottoman. Contrairement aux autres Etats géorgiens, les Ottomans y ont instauré leur mode de gouvernement. L'essentiel de la population s'est islamisée, les élites furent cooptées, la langue turque y est devenue peu à peu prépondérante. Le système des *millets* ottomans, repris et réaménagé par l'Empire tsariste et plus tard soviétique, y a

provoqué la mise en branle de processus identitaires complexes, devenus facteurs de conflits avec l'avènement de l'ère nationaliste. Aujourd'hui encore, la majorité des Meskhètes de confession musulmane vit éparpillée entre les différentes régions de l'ex-URSS, en attente d'autorisation de revenir dans la région où ils vivaient avant la déportation de 1944. Quant aux héritiers des *millets* catholique et grégorien de la région, les théories nationalistes géorgienne et arménienne tentent toujours de démêler leur ethnogenèse.

*Entre le brouillage identitaire et migrations perpétuelles :
les Meskhètes musulmans en attente de leur sort*

Dans le cas de la Meskhétie et de l'Adjarie, il s'agit de la « Géorgie Musulmane » ou de la « Géorgie ottomane », alors que le nationalisme géorgien naît en Géorgie chrétienne, en « Géorgie russe ». La conscience nationale géorgienne était soit totalement absente (Meskhètes), soit balbutiante (Adjars) dans ces *Sandjaks* ottomans avant leur rattachement à la Géorgie chrétienne. C'est donc la « révélation » nationaliste venue des autres régions qui est devenu le vecteur principal de la formation nationale. L'élite intellectuelle et sociale Meskhète, confrontée à l'Etat colonial tsariste, a le plus souvent choisi la confrontation et à la suite de la défaite, la fuite à l'intérieur des frontières ottomanes. Néanmoins, une partie de l'élite (cette partie était beaucoup plus importante chez les Adjars que chez les Meskhètes) accepta de jouer le rôle d'« intermédiaire culturel » pour transmettre aux masses locales la leçon de fraternité imaginée par les nationalistes d'origine chrétienne. Le « revivalisme »¹⁷ valable pour l'intelligentsia des régions chrétiennes n'est donc pas pertinent pour comprendre la réaction de l'élite musulmane géorgienne. L'essentiel du message nationaliste parmi les musulmans porte sur la fraternité ethnique avec les Géorgiens chrétiens : il s'agit d'un effort intellectuel pour prouver l'unité ethnique.

Le problème de l'identité ethnique des Meskhètes de confession musulmane est sujet à controverse. L'originalité de la question réside dans le fait que de la résolution du débat au sujet de leur ethnogenèse dépend directement la résolution du problème de l'exil forcé que vivent plus de 200 000 personnes. En effet, déportés en 1944 du Sud de la Géorgie en Asie Centrale et victimes de massacres dans leur nouveau lieu de résidence en 1989, les Meskhètes

¹⁷ Le terme appartient à Anthony Smith, qui définit ainsi la réaction d'élites déchuës qui cherchent dans le passé de la communauté, réécrit et réimaginé, les ressources de leur future émancipation face à la puissance tutélaire.

vivent aujourd'hui d'une manière compacte dans une vingtaine de régions de six pays¹⁸. Leur seule chance de revenir en Géorgie est l'acceptation de leur origine géorgienne et des conséquences de cette acceptation (adoption des noms géorgiens, éducation dans les écoles géorgiennes, etc). Deux tendances, chacune représentée par des associations et porte-parole, s'opposent aujourd'hui : une tendance « turque » que nous définissons comme celle du « nationalisme linguistique » et une tendance « géorgienne », que nous qualifions de « révélationniste ».

La thèse de la « révélation d'identité obscurcie par les politiques impériales »

Il convient d'analyser tout d'abord la thèse de l'« obscurcissement »¹⁹ de l'identité. Théorie dominante en Géorgie contemporaine, elle explique cela par le double mécanisme de « dérobade » et de « dégénérescence ». C'est donc le groupe qui établit l'hégémonie qui « dérobe » l'identité et assimile le groupe subalterne par imposition de sa religion, de sa langue, de sa culture matérielle et – élément ultime – de son « mode de vie ». Parfois, le groupe hégémonique n'est pas le conquérant, il peut simplement être l'allié ou le protégé du conquérant, comme dans le cas des Arméniens au sein de l'Empire ottoman avant la fin du 19^{ème} siècle ou des Abkhazes à l'époque soviétique. Pourtant, la perte des « marqueurs » d'identité ethnique, telle que la langue, ne signifie pas forcément la perte de la « conscience ethnique » : le cas des Irlandais et de quelques autres nationalismes périphériques européens le montre bien. Et c'est ici que le concept de la « dégénérescence » intervient.

Ce concept occupe une place importante dans la théorie locale de l'ethnicité. La dégénérescence – *gadagvareba* ou *gadajicheba* en géorgien – signifie la perte de la conscience de son identité propre et le passage à une autre. Ainsi les termes de *gadagvarebuli* (ou *gadajichebuli*) *kartveli* – le « géorgien dégénéré » – sont fréquemment employés au sujet des Meskhètes musulmans ou des supposés Grégoriens géorgiens. Les manifestations

¹⁸ Les chiffres sur le nombre de Meskhètes sont sujets à manipulations et dépendent fortement des engagements politiques de ceux qui les établissent. Ainsi leur nombre varie, selon les sources, de 210 à 350 000 personnes. Le chiffre de 600 000 proposé par l'association Centre Turc de la Civilisation est très exagéré, même si ses auteurs y incluent les 300 000 « Ahiska Turcs » ayant émigré en Turquie depuis la conquête russe de 1828. Après les massacres de Ferghana (Ouzbékistan), l'Azerbaïdjan accueille près de 100 000 Meskhètes (entre 80 et 110 000 selon les sources), le Kazakhstan et la Russie près de 50 000 chacun, l'Ouzbékistan, le Kirghizstan et la Turquie entre 15 et 20 000 chacun. De petits groupes vivent aussi en Ukraine et en Géorgie.

¹⁹ Nous empruntons le terme de « l'obscurcissement » à Lev Goumilev, historien soviétique et philosophe de l'ethnos. Pour lui, c'est l'avant-dernière phase dans la vie de l'ethnos avant son passage à la phase purement « mémorielle ». Cf. Lev Goumilev, *Etnogenez i Biosfera Zemli* (« Ethnogenèse et biosphère de la Terre »), Saint-Petersbourg, Azbouka-klassika, 2002, pp. 500 et suiv.

concrètes de la « dégénérescence » des géorgiens sont la turquisation (*gaturkeba*), l'arménisation (*gasomkheba*), etc. Elles se traduisent par le changement de la langue maternelle, de la religion et du nom de famille – summum de tout le processus. La théorie de l'ethnicité géorgienne attache une importance absolument capitale aux noms propres et les considère comme l'ultime marqueur identitaire. Le nom de famille, le patronyme, renseigne non seulement sur l'origine ethnique, mais aussi sur l'origine régionale et locale de la personne. Il renvoie quasiment toujours à une sous-région d'origine, un peu plus vaste qu'un simple village à cause de l'exogamie forcée. Le patronyme donne en Géorgie l'illusion de maîtriser, de cerner l'individu, de connaître au moins une part de son histoire à travers sa provenance. La réification et l'objectivation du schéma « nom de famille = identité territoriale précise » constitue l'un des piliers de la philosophie ethnonationale géorgienne. L'achèvement du processus de « transition identitaire » est obligatoirement consacré par le changement du nom de famille : il rend la « transition » irréversible et définitive. C'est aussi l'une des caractéristiques principales de la « dégénérescence » et de sa phase terminale. Dans le sens inverse, le changement d'un nom de famille à consonance « étrangère » pour adopter celui à consonance géorgienne est la preuve ultime que le sujet veut tirer un trait sur son passé d'allogène et veut « s'intégrer » dans la société géorgienne. C'est notamment le cas des Meskhètes musulmans et des *gurdji* (*gürcü*, *gordji* – géorgiens musulmans) vivant en Turquie ou en Iran.

L'importance du nom de famille est telle que lors de la « révélation » d'identité originelle, la « révélation » du nom de famille « véritable » a un effet extrêmement persuasif. Retrouver les noms de famille géorgiens des Meskhètes musulmans est la quasi-garantie d'une victoire dans l'imposition de la croyance du public géorgien en l'identité géorgienne indéfectible de ces derniers. De même, celui qui veut prouver ses origines géorgiennes malgré les apparences (il peut ne pas parler géorgien, être né dans un autre pays, avoir un nom « étranger ») doit présenter son « ancien » (donc véritable) nom. Ainsi, une partie des Meskhètes musulmans ont commencé leur lutte pour le droit de retour en Géorgie en « restaurant » leurs noms de famille géorgiens. En Turquie, de nombreux *gürcü*, parfois même les Lazes, sachant que l'interlocuteur est géorgien, se présentent avec leur nom géorgien. Le nom de famille géorgien aide beaucoup d'hommes d'affaires turcs dans leur commerce, qu'ils soient d'origine *gürcü* ou pas, devant la douane, le transporteur, etc. Il est vrai que parfois, l'usage un peu trop fréquent de certains noms atténue l'effet attendu.

L'objectivation des patronymes ne devrait pourtant pas nous induire en erreur. La stabilité dans le temps des noms de famille géorgiens est très largement exagérée. Cette croyance est pourtant bien fondée par des recherches parfois assez poussées. Ainsi, depuis 1989, une campagne de « retour aux vraies origines » des catholiques et grégoriens géorgiens, au fil du temps « devenus » Arméniens, aussi bien linguistiquement que par l'arménisation de leur patronyme, est menée par l'historien Roland Topetchichvili. Ce chargé d'études de l'Institut d'Histoire Ivané Javakhichvili de l'Académie des Sciences de Géorgie se charge, à la demande des familles, de l'étude sur l'ancienne (*id est* géorgienne) forme de leur patronyme. Ainsi, plusieurs centaines de familles auraient modifié leurs noms, armés de la « vérité scientifique » et de l'autorité de l'avis qualifié de l'Académie des Sciences.

Selon la théorie de la « révélation », il est donc possible que la communauté humaine vive dans l'erreur, il est possible que l'on soit géorgien (ou arménien, turc) *malgré soi*. La révélation de la vérité est donc l'obligation du scientifique – le pas suivant selon toute logique étant la conversion. Ici l'ethnicité acquiert une dimension religieuse et sa nature ésotérique (puisque la vraie identité est cachée et que seul un petit nombre connaît cette vérité) renforce sa force émotionnelle. Sa révélation et la diffusion du nouvel imaginaire a une force révolutionnaire, puisqu'elle ébranle l'une des plus solides bases du sujet – son identité ethnique. C'est la base d'où découlent ses nombreux autres rôles et fonctions en société (choix politiques, choix d'éducation, choix des noms propres, choix vestimentaires ou des techniques du corps, etc).

L'importance de la révélation dans certains cas particuliers de formation nationale s'explique également par le fait que le nationalisme géorgien ne fut que rarement l'idéologie de l'Etat. Nous avons rarement à faire au *national-building* agressif – la politique publique nationalisante. Il est donc souvent préférable d'éviter le radicalisme dans la « xénologie » - la définition de l'Autre – afin de ne pas provoquer la guerre. Il est d'autant moins utile de recourir aux mesures radicales que la population concernée ne dispose pas encore de nationalistes « alternatifs » propres, porteurs d'un projet national différent. L'existence de l'Etat colonial ou tutélaire, d'un centre de pouvoir supérieur situé à l'extérieur de la nation, qui peut intervenir en faveur de l'Autre, oblige à la prudence. Au lieu de « ôte-toi de là que je

m'y remette »²⁰, caractéristique de la réponse autochtoniste, la démarche révélationniste est fondée sur le postulat « tu es comme moi, je vais te l'apprendre ». Contrairement à la logique autochtoniste, pour les révélationnistes la communauté « obscurcie » doit rester sur sa terre, même quand elle « vit dans l'erreur » : il n'est pas question qu'elle émigre. Ce fut la position adoptée par les nationalistes géorgiens au moment de la migration massive des Meskhètes musulmans (1828-29), des Abkhazes (1864-1879) et des Adjars (1878-1883) vers l'Empire ottoman suite à leur rattachement à l'Empire tsariste. C'est parce qu'au 19^{ème} siècle les nationalistes géorgiens pensaient que ces trois groupes faisaient partie intégrante de la nation géorgienne, le plus souvent sans que les intéressés en aient conscience. C'est aussi parce qu'il n'y avait aucun nationaliste proprement Meskhète, Abkhaze ou Adjare à l'horizon, que l'intelligentsia géorgienne s'opposait avec force à *Mouhajiroba* (départ en masse vers les terres ottomanes) et voulait retenir sur place ces populations. Mais il y a, en plus, une raison démographique importante. Le pouvoir étant constamment anxieux de la faiblesse numérique de l'élément ethnique géorgien face aux Musulmans et aux Arméniens dans le Sud et dans l'Est du pays, y compris dans la région de la capitale, Tbilissi, la révélation de la géorgianité des Meskhètes musulmans ou de certains Grégoriens était et reste le moyen de défendre l'ancrage territorial de la nation et le renforcement de son poids démographique.

La difficulté caractéristique de la démarche « révélationniste » n'est pas seulement la tâche de « réveil » de la conscience nationale chez un groupe périphérique avec une identité « obscurcie » : elle tient aussi à l'explication aux autres Géorgiens, déjà confirmés ceux-là, de la solidité de l'appartenance à la communauté ethnique géorgienne des « nouveaux frères ». Cette seconde tâche n'est pas plus facile à accomplir que la première, et de là résulte la tension permanente, caractéristique de beaucoup de nationalismes, entre la conception « exclusiviste » et la conception « intégrationniste » de l'ethnicité ou même de la nation. Dans le nationalisme géorgien, cette tension est permanente. Elle est également difficile à saisir, parce que souvent les mêmes acteurs sont tour à tour « intégrationnistes » et « exclusivistes ». L'identité ethnique géorgienne des Meskhètes musulmans peut être défendue d'une manière abstraite et discursive, mais parallèlement la citoyenneté géorgienne peut être refusée à un Meskhète musulman donné qui cherche à s'installer en Géorgie. Beaucoup de géorgiens ont eu du mal à considérer nombre de leurs voisins comme de véritables géorgiens : l'acceptation des Mengréliens, des Svans, des Adjars, des Catholiques ne s'est pas faite automatiquement.

²⁰ « Autochtonie et Politique », dossier dirigé par Jean-François Bayart, *Critique Internationale*, n° 10, janvier 2001, pp. 40-98.

Ainsi, les Meskhètes musulmans ne parlent pas un idiome linguistiquement proche du géorgien littéraire, mais une forme de turc semblable aux dialectes d'Anatolie du Nord-est parlés à Erzurum et à Ardagan. La théorie géorgienne de l'ethnicité considère pourtant ce groupe comme étant composé de géorgiens victimes de la « dégénérescence ethnique » dûe aux politiques impériales. Il est donc impératif pour le nationalisme géorgien de « leur révéler leur identité véritable, les éduquer et les ramener dans le droit chemin ». Il s'agit donc d'une théorie qui serait presque l'exacte antithèse de la définition stalinienne de la nation, datant de 1913, qui privilégie les critères linguistique, territorial, économique et psychologique²¹ et se fonde uniquement sur une certaine lecture de l'histoire et de l'éventuelle inculcation de ladite version à la population concernée. Elle intègre certains éléments de « déconstruction », comme la « méfiance » envers les politiques coloniales, les recensements, les travaux ethnographiques à caractère classificatoire, mais seulement jusqu'à un certain point. Ce point critique est le moment de l'histoire qui illustre le mieux la géorgianité des peuples aujourd'hui « dégénérés » ou « vivant dans l'erreur ». Évidemment, ce point critique est le but *a priori*, le sommet de la pensée. Au-delà de ses limites, la déconstruction n'est plus souhaitable et généralement la question de déconstruire l'identité géorgienne du groupe comme produit de processus historiques ne doit plus être posée. L'histoire du groupe se fige à ce moment. Ainsi, une fois atteint le point critique de la conversion des Meskhètes à l'islam et de la turquisation linguistique, preuves automatiques de leur identité géorgienne originelle, l'introspection s'arrête. La perte de la religion s'explique en général par les conversions forcées ou opportunistes, celle de la langue par la longueur de la domination étrangère, l'éducation ou la pratique religieuse (le turc pour les musulmans, l'arménien pour les grégoriens et catholiques). La perte de la « conscience nationale » est imputée aux pratiques administratives « machiavéliques » (ou « ignorantes ») du dernier colonisateur – Empire tsariste/soviétique.

Aujourd'hui les Meskhètes, en raison de la spécificité de leur histoire, sont peut-être la seule communauté sur l'espace de l'ex-URSS à garder encore une fluidité relative en matière d'identité ethnique²². Encore aujourd'hui, la majorité d'entre eux se définit et définit

²¹ Joseph Staline, *Le marxisme et la question nationale*, trad. française, Paris, 1978.

²² Il n'est pas rare que la même personne se définisse tour à tour comme étant turque ou géorgienne au gré des circonstances. Ainsi F. Pipinov (qui se considère comme étant turc et n'a pas d'hésitations à ce sujet) nous cite le cas d'un certain Ali Aliev, militant Meskhète musulman vivant en Ouzbékistan qui aurait envoyé des pétitions réclamant le retour de sa communauté en Géorgie à la fois au président Poutine et au président Chevardnadzé.

ses voisins et proches comme étant des *Yerli* (« locaux » en turc), sans doute par opposition aux tribus Tarakams et Kurdes, amenées dans la région par les Ottomans. C'est un terme paradoxal si l'on considère que l'immense majorité d'entre eux définissent le lieu où ils vivent actuellement comme un lieu d'exil. Malgré l'identité linguistique turque, l'attachement à l'islam et la classification officielle en « Turcs » (excepté l'intervalle 1939-1959 lorsque le terme « Azerbaïdjanais » fut privilégié par l'administration tsariste et soviétique), le mouvement nationaliste géorgien, ainsi que les autorités de la Géorgie Indépendante (1918-1921), voire celles de la Géorgie communiste, tentèrent, avec plus ou moins de succès, d'étendre l'identité ethnique géorgienne sur ce groupe.

Détachée de l'Empire ottoman relativement tôt (1828), avant même l'avènement des réformes centralisatrices des Tanzimat et surtout avant la révolution « jeune turque » et la fondation du Pacte National – synonyme de l'avènement du nationalisme turc –, la Meskhétie a été incluse au sein des Etats (Union Soviétique, première République Géorgienne) qui considéraient l'Empire ottoman et par la suite la Turquie comme étant un ennemi direct. Toute manifestation du nationalisme turc à l'intérieur de cet espace eût été considérée comme une menace à l'encontre de la stabilité de l'état. C'est certainement en voulant désamorcer la bombe qu'aurait pu devenir le ralliement des turcophones du Caucase du Sud aux idées panturquistes ou pantouraniennes, que les Soviétiques favorisèrent la fusion de tous les turcs de la région en une nation azerbaïdjanaise dont la formation a été une quasi-politique publique de l'URSS²³. Quant à l'échec relatif de la thèse géorgienne, il s'explique par le fait que sous le tsarisme, c'était un mouvement strictement privé, sans soutien de l'Etat, voire se déroulant au détriment de celui-ci. Sous le communisme, même si l'Etat géorgien existait et tentait de mener une politique « nationalisante », l'entreprise exigeait la mobilisation de nombreuses ressources. C'était néanmoins chose impossible car le pouvoir central (à Moscou) avait une

Le texte aurait été exactement le même, à l'exception du mot « turc » qui dans la copie destinée à la Géorgie était partout remplacé par le mot « géorgien » (entretien avec Fouad Pipinov, Moscou, 9 juillet 2002).

²³ Les hésitations azerbaïdjanaises au sujet de son identité nationale furent relativement longues. Les intellectuels Bakinois de la fin du 19^{ème} et du début du 20^{ème} siècle étaient très influencés par le nationalisme turc et le panturquisme. Pendant les années de la première indépendance, le président de la République en personne – M. Rasul-Zade – hésitait entre le socialisme et le nationalisme turc. Le parti au pouvoir, le Moussavat, ainsi que les principaux mouvements politiques comme Ittikhad restaient sous influence turque. Le refus de l'Azerbaïdjan de s'engager en conflit armé contre l'Empire ottoman, qui attaquait la Fédération Transcaucasienne (l'union de la Géorgie, de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan), a fait éclater la Fédération en mai 1918. Pourtant, trois années plus tard, la Turquie kémaliste a reconnu les droits du jeune Etat soviétique sur l'Azerbaïdjan et a ainsi permis sa soviétisation. Après les premières années d'idylle entre la Turquie kémaliste et l'URSS, les deux Etats sont redevenus rivaux et l'URSS s'est engagée à créer sa propre « nation turque soviétique ». Le nationalisme azerbaïdjanais, distinct du nationalisme turc, était désormais encouragé (insistance sur le passé pré-turc, l'apport caucasien et persan, etc). La nation azerbaïdjanaise était donc considérée comme le rempart contre les tentations panturquistes et tous les groupes « turcs » du Caucase étaient sensés s'y fondre progressivement.

autre vision des questions ethniques de la région. Une raison supplémentaire de l'absence de la « clôture identitaire » complète chez les Meskhètes réside dans l'extrême faiblesse de leur système éducatif et l'absence en leur sein des cohortes de poètes, d'historiens, d'archéologues et d'ethnologues locaux qui se seraient transformés en instaurateurs de l'ethnogenèse et qui seraient devenus les leaders nationaux, à l'instar des autres peuples soviétiques. Faisant partie des « peuples punis », aux côtés des Tatars de Crimée, des Tchétchènes ou des Balkares, les Meskhètes musulmans n'ont pas pu donner naissance à une intelligentsia indigène.

D'où vient le malentendu ?

Durant le moment-clef de la vie intellectuelle et religieuse de la « renaissance géorgienne » (10^{ème}-11^{ème} siècles), la Meskhétie passe, avec l'affaiblissement du Royaume de Géorgie, sous la domination de la puissante famille des Jaqeli, qui de simples gouverneurs de la région deviennent une dynastie héréditaire. L'autonomie des Jaqeli vis-à-vis du pouvoir central s'accroît avec les invasions mongoles (13^{ème}-14^{ème} siècles), vis-à-vis desquelles les Jaqeli eurent leur propre politique, qui consistait en une politique de soumission en échange de « l'autonomie ». Les rois géorgiens se contentaient d'une simple suzeraineté sur les Jaqeli, jusqu'à ce que ces derniers se détachent complètement en principauté indépendante vers le milieu du 15^{ème} siècle²⁴. Après des guerres avec les rois et les princes des autres provinces de l'ex-Royaume géorgien, qui tentèrent de la soumettre, la Meskhétie tomba sous la domination des Ottomans à la fin du 16^{ème} siècle. Néanmoins, la conquête ne fut définitive qu'en 1635, lorsque la Perse, en compétition avec les Ottomans pour le contrôle de la région, reconnut, par le traité d'Arzouroum, les droits ottomans sur ce territoire. La province devint alors le *Pachalik* d'Ahiska (le nom turc d'Akhalsikhé, le chef lieu de Saatabago). Également appelé le Pachalik de Çildir, la province fut divisée en 24 *livas* (unités de plus petite taille). Pendant plus d'un siècle et demi, les pachas furent choisis parmi les Jaqeli, qui donnèrent l'exemple à la noblesse de la région en se convertissant à l'islam. Les *Bey* et *Agha* locaux furent aussi en

²⁴ La Meskhétie (Samtskhé-Saatabago) est la première à se détacher du Royaume centralisé constitué par les Bagrationi (Bagratides). Le Royaume se dissout entre le 15^{ème} et le 17^{ème} siècle en trois royaumes indépendants de Karthlie, de Kakhétie et d'Iméretie et en cinq principautés de Samtskhé Saatabago, de Mengrelie, de Gourie, d'Abkhazie et de Svanétie. Les quatre dernières principautés reconnaissaient formellement la suzeraineté du royaume d'Iméretie, mais étaient de facto indépendantes et en guerre avec les monarques imérétiens. Samtskhé-Saatabago couvrait alors la région de Samtskhé-Javakhéti actuelle ainsi que la partie montagneuse de l'Adjarie et son territoire s'étendait aussi sur les provinces turques actuelles d'Artvin, d'Ardagan et sur une partie des provinces de Kars et d'Erzurum.

grande majorité issus de l'ancienne aristocratie chrétienne. La paysannerie passa à l'islam plus lentement : elle ne l'adopta définitivement que vers le milieu du 18^{ème} siècle.

La conversion à l'islam est analysée par les auteurs géorgiens comme un prélude à la turquisation. Pourtant, nous pensons que cet argument n'est pas pertinent. L'islamisation n'a pas entraîné chez les Bosniaques, ni chez les Albanais l'assimilation linguistique turque. Plus près, dans certaines sous-régions du Pachalik (l'Adjarie, le Lazistan, la Klardjéti (la vallée de Tchoruh), la Chavchetie (Savsat), Imerkhévi (Imerhav)), l'usage du géorgien (ou du laze) s'est maintenu. Dans les provinces restées dans les frontières turques (Imerkhévi, Klardjeti, Lazistan), le turc ne l'a définitivement emporté qu'après l'établissement de la République et il est encore fréquent d'y entendre parler géorgien et/ou laze. A notre connaissance, aucune étude historiographique n'explique pourquoi, à la différence de l'Adjarie par exemple, en Meskhétie seuls quelques îlots chrétiens (souvent catholiques) isolés avaient conservé l'usage de la langue géorgienne à la fin de l'ère ottomane. En général, les auteurs géorgiens se contentent d'accuser les Ottomans, mais aussi les Russes. Ce sont donc les puissances impériales qui auraient favorisé le processus de « turquisation » des musulmans géorgiens en les recensant comme « Turcs » et en ouvrant par conséquent les écoles turques. Les tenants du nationalisme linguistique turc expliquent la domination de la langue turque tout simplement par le fait que les « Turcs » (c'est la définition essentialiste et transhistorique du terme « turc » qui prévaut dans ces travaux) étaient toujours majoritaires dans la région, et ils refusent le terme même de « turquisation » : la population était turque, donc nul besoin de turquisation. Ce débat, nous le verrons plus loin, est lourd de significations. Il a pour objectif principal de prouver « la parenté de sang » avec les nations aujourd'hui constituées. Si la thèse de la colonisation progressive favorisée par les auteurs turcs (ou azerbaïdjanais) l'emportait, les Meskhètes apparaîtraient comme un peuple turc, d'autres éléments devant déterminer ensuite s'ils font partie de la nation turque ou azerbaïdjanaise. En cas de succès de la théorie de la conversion/turquisation d'une population de souche géorgienne, le pas suivant serait la campagne de retour à « l'identité d'origine », suite à la « révélation » de celle-ci.

Nous croyons que les deux écoles recourent à une sélection délibérée afin d'établir un processus de « connexion »²⁵, qui doit ratifier à coup d'arguments historiques et culturels l'ordre contemporain. Nous pensons que la réalité rencontrée à la fin de la période ottomane, à

²⁵ John Armstrong définit le travail d'un nationaliste comme consistant à établir des « connexions » entre le passé et les impératifs du présent (*Nations Before Nationalism*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1982).

savoir la présence d'une population en majorité musulmane et turcophone, doit être expliquée par le processus historique local, incluant les caractéristiques particulières de l'Etat ottoman et celles de la situation géopolitique. Ainsi, à travers l'analyse des sources premières ou secondaires sur le Pachalik de Çildir, nous pouvons détecter un mode de gouvernement différent dans les *Sandjaks* de l'Ouest (Adjarie, Lazistan, Klardjéti) et dans ceux de l'Est (Ahiska, Ardagan, Posof) .

La partie occidentale n'a jamais été soumise, avant la période des Tanzimat, à une administration ottomane « ordinaire » fondée sur le système du *Timar* et à l'obligation militaire. Les notables locaux y gardaient une grande autonomie. Pour des raisons géopolitiques (l'ouest de Pachalik était frontalier avec les principautés et Royaumes géorgiens (Gouria, Iméréthie) qui eux-mêmes étaient des vassaux de la Porte), et à cause de difficultés inhérentes au relief et au système social des Adjares et des Lazes, ces provinces de l'Ouest sont restées en dehors du « premier cercle » de l'Empire, d'après la classification suggérée par Gilles Veinstein au sujet des provinces balkaniques²⁶. La situation était diamétralement différente dans les *Sandjaks* Orientaux du Pachalik, partie intégrante de l'administration classique. A cause de la proximité avec la Perse et les royaumes géorgiens de l'Est, vassaux de la Perse mais aussi alliés de circonstance de la Russie, qui pointa son nez dans le Caucase dès le début du 18^{ème} siècle, cette partie de la région fut fortement militarisée. Le système du *Timar* y fut mis en œuvre, attirant automatiquement les individus des différentes provinces de l'Empire²⁷. De plus, la Porte a favorisé le *sürgün*, le déplacement des populations, et l'installation, pour des raisons militaires, des *yürük* (nomades constituant la cavalerie légère), qui avaient le statut de *müsellem* (exemptés d'impôts) – en l'occurrence les Kurdes et les Tarakams²⁸. Néanmoins, nous pensons qu'après le 17^{ème} siècle, la colonisation s'est tarie, puisque « le verrou Séfévide » séparait l'Empire du réservoir ethnique turcophone de l'Asie Centrale²⁹.

²⁶ Gilles Veinstein « Les provinces Balkaniques. 1600-1750 », in R. Mantrant, op.cit. Nous pouvons aussi rencontrer ce type de gouvernement en Albanie du Nord (chez les *Ghegs*), ou au Liban.

²⁷ Toute la terre était la propriété du Sultan. Ce dernier pouvait octroyer le *timar* (« fief oriental ») aux non autochtones sur une base temporaire.

²⁸ Il ne faut pas voir dans ces déplacements de populations une volonté d'assimilation ethnique des locaux, comme c'est le cas de la plupart des auteurs géorgiens (et balkaniques). Les Ottomans n'étaient pas les seuls à recourir à ce type de pratiques, les Romains, les Persans (ces derniers ont d'ailleurs massivement déporté les géorgiens de l'Est pour les installer pour la protection des régions constamment attaquées par les nomades – à Chiraz, à Ispahan, dans le Horassan et Mazandaran) et même les Russes s'y adonnaient aussi.

²⁹ Ce « réservoir ethnique » est représenté par les Turcomans nomades à qui les Ottomans mais aussi les Séfévides offraient des terres dans les pays conquis en échange du service militaire. Plus tard, ils furent l'assise des Khanats musulmans sur le territoire de l'actuel Azerbaïdjan. Ces *elli* étaient des acteurs incontournables de

La capitale du Pachalik était également à Akhaltskhé (Ahiska) : le centre administratif accueillait la plupart des fonctionnaires envoyés du centre (Janissaires, Qadis), ce qui a renforcé l'attachement de la région à l'Empire ottoman. Bien que les Pachas d'Ahiska furent presque tous des Jaqeli (à l'exception des derniers pachas d'Ahiska à l'instar de Selim Khimchiachvili (1765-1810)), leur loyauté envers la Porte était sans failles. Les Pachas étaient les agents principaux de la politique caucasienne du Sultan et la plupart des campagnes contre les royaumes géorgiens chrétiens, ainsi que contre les différents Khanats caucasiens vassaux de la Perse, étaient organisées par les Pachas d'Akhaltsikhé, qui coordonnaient le regroupement des troupes et ralliaient les chefs Daghestanais. En ce qui concerne les conversions, elles ont bien eu lieu. Les nobles étaient les premiers à se convertir à l'islam, sans doute pour conserver leurs propriétés et privilèges, puisque les *timariotes* devaient être obligatoirement militaires et de ce fait musulmans. La conversion de la paysannerie a été plus lente et a pris plus d'un siècle³⁰. La nature des conversions (forcée/volontaire) est également sujet à controverses. Si la totalité des historiens géorgiens insistent sur les conversions forcées, d'autres auteurs, plus favorables aux thèses turques ou azéries, insistent sur le volontariat et sur le désir d'intégration dans le système ottoman. Beaucoup d'auteurs de cette école insistent sur le fait que la conversion ne fût pas le but recherché des Sultans, dont les revenus dépendaient de la capitation sur les non musulmans, appelée *Kharadj* ou *Ispendje*. La réduction du nombre de chrétiens diminuait donc la somme correspondant à cet impôt. Il importe également de souligner que les églises grégoriennes et orthodoxes grecques étaient des institutions ottomanes et que leurs chefs étaient considérés comme des *millet bashi* (chefs de millets) protégés par le sultan. Toutefois, le système de *millet* ne s'appliquait pas aux orthodoxes du rite géorgien, puisque leur centre spirituel se trouvait en dehors des frontières ottomanes³¹.

Nous pensons que la question des conversions doit être posée en d'autres termes que « volontariat/conversion forcée ». D'abord la pratique d'*ispendje* était déjà une contrainte et même si elle n'était pas liée à l'exercice de la violence pure, pouvait influencer la décision d'un producteur local (*raya*) de se convertir. De plus, tout au long de la période ottomane le processus d'émigration des chrétiens de Meskhétie vers l'Iméréthie, Gouria et Karthlie a été

toute la politique du Caucase méridionale (exception faite de la Géorgie occidentale, où les nomades ne furent jamais installés).

³⁰ Vakhoushti Bagrationi, *Aghtzera Samefosi Saqar Tvelosi*, (« Description du Royaume de Géorgie »), 1722.

³¹ De ce fait, il n'y a jamais eu de *millet* géorgien dans l'Empire ottoman.

constant³². Néanmoins, le fait que les conversions soient étalées sur plus d'un siècle démontre que la pression à l'islamisation ne devait pas être excessivement brutale. Ces conversions devaient être individuelles et non pas par villages entiers – ce qui constituerait pour nous également un début de réponse à la question de la « turquisation ». En effet, comme l'a montré Todorova³³ au sujet de la Bulgarie, dans les endroits où la conversion s'est déroulée par villages entiers, les habitants ont gardé l'usage de la langue d'origine (les Rodopes, la Bosnie, l'Albanie), tandis que, dans les régions de conversion individuelle et progressive, l'intégration des nouveaux convertis à la société ottomane passait par la rupture avec l'ancienne communauté et par l'adoption du turc, langue de la nouvelle communauté. Ainsi, paradoxalement, la turquisation linguistique (le trait de brouillage ethnique par excellence) ne serait pas liée à l'islamisation d'une manière univoque, mais serait la résultante de sa lenteur. Contrairement à l'évidence, l'islamisation rapide et massive aurait préservé l'usage des langues locales, comme au Lazistan³⁴ et en Adjarie, tandis que sa nature individuelle et lente aurait favorisé la perte de celles-ci³⁵.

Le deuxième aspect qui demande également à être expliqué est celui de la relative facilité de la conversion des Géorgiens à l'islam, par comparaison avec les Arméniens et les Grecs, qui en majorité restèrent « fidèles » à leurs églises. Loin d'attester la faiblesse de la foi chrétienne des Géorgiens, l'islamisation aurait selon nous été favorisée par l'organisation particulière de l'église orthodoxe géorgienne. Au moment de la conquête ottomane, elle était déjà autocéphale (ne dépendant pas du patriarcat de Constantinople) et la liturgie se déroulait en géorgien sur le territoire de toutes les provinces ayant appartenu au royaume médiéval de Géorgie, même là où la langue vernaculaire était différente (Mengrélie, Abkhazie). Elle était en quelque sorte une institution « proto-nationale ». Elle était également une institution relativement centralisée et hiérarchisée, le siège du Catholicos-Patriarche étant situé à Mtskheta³⁶. L'occupation de la Géorgie méridionale par les Ottomans a créé une situation difficile pour l'église orthodoxe géorgienne : il y avait bien des évêchés (à Zarzma, Skhalta,

³² Niko Berdzenichvili (dir.), *Sakartvelos Istoriis Narkvevebi* (« Histoire de Géorgie : annales »), Tomes IV-V.

³³ Maria Todorova, « The Ottoman Legacy in the Balkans » in Carl Brown (ed.), *Imperial Legacy : the Ottoman Imprint in the Balkans and the Middle East*, New York, Columbia University Press, 1996. pp. 53-73.

³⁴ Au sujet de la conversion des Lazes dans la région de Trabzon, voir Michael Meeker, *A Nation of Empire. The Ottoman Legacy of Turkish Modernity*, Berkeley, University of California Press, 2002.

³⁵ Aujourd'hui, en Turquie, les Lazes et les Adjares sont réputés musulmans très pieux, voir conservateurs, mais la pratique des langues vernaculaires parmi eux est beaucoup plus répandue que chez les « laïcs » de différentes origines.

³⁶ Néanmoins le royaume d'Iméréthie a eu son Catholicos Patriarche entre 1554 et 1810 (le Catholicos d'Iméréthie et d'Abkhazie) qui ne reconnaissait pas la primauté de Mtskhéta.

Kumurdo, etc), mais ils dépendaient d'une autorité située à l'extérieur du territoire contrôlé par les Ottomans, et pour cette raison n'avaient aucun statut dans l'Empire³⁷. Les chrétiens géorgiens ne reconnaissaient pas les prêtres orthodoxes grecs aux dépens desquels historiquement l'indépendance de leur église avait été acquise. De ce fait, le clergé orthodoxe local se méfiait fortement du clergé grec et de l'hégémonisme de Constantinople. Ces raisons expliquent aussi que les premiers à émigrer de Meskhétie furent les ecclésiastiques, surtout les membres du haut clergé, emportant avec eux de nombreux symboles du christianisme (icônes et littérature). L'islamisation de la population en fut facilitée. Ceux qui n'acceptèrent pas l'islamisation se convertirent au catholicisme ou au grégorianisme (voir infra). Ainsi, l'islamisation et la « turquisation » de la population peut s'expliquer sans privilégier les logiques volontaristes et conscientes d'intégration venues d'une part d'en haut (la politique délibérée des Ottomans d'assimiler les Géorgiens) ou d'en bas (l'opportunisme des populations voulant s'adapter à la religion majoritaire). Il s'agit bel et bien de la formation lente et souvent non intentionnelle d'un espace religieux et politique, que les logiques nationalistes tardives tentent de simplifier.

*De l'Empire ottoman à l'Empire russe : changements et permanences
de la politique impériale en Meskhétie*

La période commençant à la conquête de la région par la Russie tsariste constitue un autre élément important de la formation du problème Meskhète. Alors que la domination ottomane ne peut être analysée comme une situation coloniale, mais doit l'être comme une situation impériale, le 19^{ème} siècle russe combine les caractéristiques des deux situations. Plus influencée par le modernisme européen et par la « gouvernementalité coloniale » des empires occidentaux³⁸, la conquête russe s'accompagne d'une volonté d'étudier et de classer les sociétés à gouverner³⁹. Comme ailleurs, des sciences telles que la linguistique ou l'ethnographie devaient « éclairer » le flou ambiant. Seulement, les logiques impériales étaient également présentes et primaient sur celles du gouvernement par le savoir, au moins dans la première partie du 19^{ème} siècle. Ces logiques impériales privilégiaient les

³⁷ A la différence de la Géorgie, les centres des églises orthodoxes serbe et bulgare étaient situés à l'intérieur des frontières ottomanes (respectivement à Pec et Sofia). De ce fait, elles étaient reconnues par le Sultan et continuaient à exercer de l'influence sur les populations.

³⁸ D. R. Rower, E. J. Lazzarini (eds.), *Russia's Orient: Imperial Borderlands and Peoples, 1700-1917*, Indiana, Indiana University Press, 1997

³⁹ Les Ottomans établirent également un recensement de la Meskhétie à sa première conquête et produisirent un document assez minutieux en 1595, mais les objectifs du recensement sont de nature différente. Il s'agit avant tout de répertorier le nombre des nouveaux sujets de l'Empire, ainsi que le montant de l'impôt à calculer.

classifications simples du type « population digne de confiance » / « population politiquement peu sûre ». Les Meskhètes, comme la plupart des peuples musulmans qui n'ont pas accueilli les Russes les bras ouverts, tombèrent dans la deuxième catégorie : celle vouée à l'émigration vers l'Empire ottoman. Ainsi, dès 1830, des milliers de Meskhètes musulmans quittèrent Akhaltsikhé pour les provinces intérieures ottomanes, voire même pour les Balkans. Dans un échange classique de populations, les Arméniens d'Anatolie furent amenés en masse et installés dans la région⁴⁰.

L'état du savoir au sujet des peuples conquis, n'étant pas constant, les taxinomies ont connu une grande instabilité. La volatilité est observable jusqu'en 1939 : les classifications se stabilisent seulement après la deuxième Guerre mondiale. Nous pensons que cette volatilité a eu plus d'influence *a posteriori* qu'en temps réel, sur les penseurs communautaristes actuels et sur les historiens de deux camps opposés, qui reprennent les résultats des recensements impériaux comme des documents relatant la réalité des choses au sujet des populations recensées. L'intériorisation de l'identité ethnique définie par l'administration tsariste restait limitée : elle fut erratique et floue jusqu'à la déportation de 1944, et il semble qu'elle est encore fragile de nos jours. Néanmoins, les catégories fournies alimentent les débats contemporains et participent à la formation de l'imaginaire identitaire des Meskhètes et de l'imaginaire au sujet des Meskhètes.

Ainsi, les recensements antérieurs à 1897 (premier recensement recouvrant toutes les régions de l'Empire) comportent la catégorie « musulman géorgien », distincte de la catégorie « Tatar », « Kurde » et « Tarakam ». Ce sont aussi les recensements « préférés » des « révélationnistes », qui dénoncent l'usage systématique de la catégorie « Turc », remplaçant *grosso modo* celle de « Géorgien musulman » des années 1860-1880. La catégorie « Ottoman » remplace celle de « Turc » en 1917. Contrairement aux recensements antérieurs, celui de 1917 réunit pour la première fois ensemble les catégories « Ottoman » et « Tatar » en introduisant la notion « d'Ottoman-Tatar ». La catégorie « Tatar », qui pour les Meskhètes servait à faire la distinction entre les musulmans locaux (*Yerli*) et les tribus nomades (Tarakams) introduites par les Ottomans, disparaît ainsi définitivement.

⁴⁰ Ce sont principalement les Arméniens du vilayet d'Erzurum qui furent installés en Meskhétie. L'année précédente la colonisation, une délégation présidée par l'évêque arménien Karapet visita la région vidée de sa population musulmane. Les conditions climatiques furent jugées semblables à celles d'Erzurum et 30 000 arméniens immigrèrent dans la région.

Ce processus est à mettre en parallèle avec l'affirmation progressive du critère de la langue maternelle comme critère pertinent de la définition identitaire. Comme la langue des « Tatars » était très proche de celle des Meskhètes musulmans, les nouveaux recensements ne prennent plus en compte les taxinomies locales fondées sur le mode de vie (distinctions « immigré / local », « sédentaire / nomade »). Il s'agit bien d'une logique propre de l'époque nationaliste, jusque là peu présente en Meskhétie. D'ailleurs, avant 1939, la question qui déterminait l'identité ethnique d'un recensé était celle portant sur sa langue maternelle. La question portant directement sur l'identité ethnique (nationale) risquait de désorienter la majorité des questionnés, ou aurait provoqué des réponses ne correspondant pas aux attentes et aux schémas des administrations tsaristes et, plus tard, soviétiques.

La dernière décennie du pouvoir tsariste est néanmoins importante puisqu'elle correspond à l'apparition de la première génération d'intellectuels originaires de Meskhétie, qui, après des études ou des séjours à Istanbul ou à Bakou – devenu le centre culturel et intellectuel des musulmans de l'Empire tsariste –, reviennent introduire les nouvelles idées dans la région. Les itinéraires intellectuels ou professionnels de Meskhètes musulmans commencèrent ainsi à faire plus détour par l'Azerbaïdjan (à l'époque les gouvernorats de Bakou et d'Elisavetopole) que par le reste de la Géorgie. Les jeunes Musulmans éduqués du *Uezd* d'Akhalsikhé allaient même travailler en Azerbaïdjan⁴¹. Même si l'idéologie nationaliste turque de ce cercle est alors loin d'atteindre la force du nationalisme géorgien ou arménien, rien ne distingue ces intellectuels de leurs homologues azéris, qui débattent aussi des idées panislamiques et de l'identité turque⁴². Si le nationalisme Meskhète ou Ahiska-turc n'est pas encore à l'ordre du jour⁴³, il devient clair qu'au début du 20^{ème} siècle, les lettrés musulmans Meskhètes ne voient pas leur communauté comme faisant partie de la nation

⁴¹ Ainsi, Mouhammed Hafiz Efendi, originaire de Meskhétie, sa femme et sa fille, sont à l'origine de l'ouverture des écoles turques à Cheki et à Chemaha (l'Azerbaïdjan actuel), ainsi que fondateurs de la première école pour filles dans ce pays.

⁴² « Par amour aveugle pour les Ottomans, l'Azerbaïdjan a commis une trahison contre lui-même, et donc contre la Transcaucasie toute entière », écrivait V. Nozadzé, homme politique et intellectuel géorgien de la Première République (1918-1921) (op. cit., p. 80).

⁴³ Le plus célèbre de ces intellectuels, Omar Faik, était le co-rédacteur (avec Jalil Mamed-Quli Zadeh, un intellectuel Azéri) du journal satirique *Mollah Nasreddin*. Le journal était édité en ottoman et était devenu le fer de lance du nationalisme chez les musulmans turcophones du Caucase. Avec la révolution russe, Omar Faik est devenu sympathisant des thèses bolcheviques et il a même fait partie du Comité révolutionnaire de Choulaveri, qui invita l'armée rouge à envahir la première république géorgienne. Néanmoins, Omar Faik fut victime des purges des années 1930.

géorgienne. Leurs sympathies vont clairement au nationalisme turc, dont le centre dans le Caucase est l'Azerbaïdjan⁴⁴.

Les Meskhètes musulmans et la Première République géorgienne (1918-1921)

Sous la Géorgie indépendante (1918-1921), les recensements de population n'ont pas eu lieu, mais l'usage du terme « géorgien musulman » avait l'aval des autorités étatiques⁴⁵. Pourtant, c'est une période importante analytiquement parlant. Elle est caractérisée par les troubles interétatiques qui illustrent et catalysent les comportements « identitairement motivés » des groupes. Un front de la Grande Guerre passait tout près de la Meskhétie. Après la sortie de la guerre de la Russie en 1917, les conflits éclatèrent entre la Géorgie indépendante et l'Empire Ottoman en 1918, entre la Russie Blanche et la Géorgie, et entre la Russie Bolchevique et la Géorgie, et les violences intercommunautaires envahirent la Meskhétie – opposant les Musulmans, les Arméniens et les Géorgiens orthodoxes. L'un des ingrédients de la situation est également l'absence de pouvoir central fort (l'Etat géorgien ne contrôle pas la Meskhétie entre le printemps 1918 et le printemps 1919) – ce qui donna plus de champ aux forces locales qui agirent pour la première fois d'une manière autonome.

Dans la guerre entre la jeune République géorgienne et l'Empire ottoman, la population de Meskhétie prit clairement position en faveur des derniers et ceci au grand dam des défenseurs de la thèse de la « Géorgie Musulmane ». Viktor Nozadzé met ainsi l'accent sur les « agents ottomans » qui manipulaient la population Meskhète en lui faisant adopter les « résolutions » et « les déclarations » en faveur du rattachement à l'Empire. Néanmoins, il est forcé d'admettre que « dès que les forces ottomanes approchèrent, les musulmans organisèrent les groupes armés qui ouvraient la voie aux troupes ottomanes. Ces agents organisèrent une rébellion en Meskhétie sous la République de Transcaucasie, s'emparèrent pratiquement de toute la région et saluèrent l'occupation ottomane »⁴⁶. Les massacres des chrétiens (catholiques, orthodoxes et arméniens) eurent lieu dans plusieurs villages (Udé, Adigueni) – ce qui mit fin à la relative bonne entente entre les communautés qui existait

⁴⁴ Cela explique sûrement le fait qu'entre 1918 et 1920 en plus de la Géorgie, l'Empire ottoman et l'Arménie, qui réclamaient la souveraineté sur la Meskhétie, l'Azerbaïdjan s'est constitué en quatrième prétendant. Cf. Z. Avalichvili, *Sakartvelos Damoukidebloba Saertashoriso Urtiertobebchi 1918-1921 tzebshi* (« L'indépendance de la Géorgie dans les relations internationales, 1918-1921 »), traduction géorgienne du texte original en russe, Tbilissi, 1990.

⁴⁵ Cet avis est développé dans l'essai de V. Nozadzé « Sakartvelos Aghdegenisatvis Brdzola Meskhetis Gamo » (« La lutte pour la restauration de la Géorgie en Meskhétie »), *Karthlossi*, Paris, mai 1939.

⁴⁶ Ibidem, p.42.

jusqu'à ce jour. L'opinion publique géorgienne en fut profondément choquée, puisqu'elle considérait les musulmans de Meskhétie comme des « frères cadets », prisonniers de l'ignorance et qu'il fallait délivrer. Les plus actifs dans les actes de barbarie contre la minorité chrétienne furent les *Begs* (*beys*) et les autres notables locaux, autrement dit les personnes que le mouvement national géorgien pensait « récupérer » le plus facilement. Les descendants des Jaqeli (Server-Beg), Omar Efendi et les *beys* Vatchnadzé et Matchabeli⁴⁷ furent à la tête des unités musulmanes qui, au pic de leur puissance, comptaient près de 1 000 hommes⁴⁸. Leur soudaine « trahison » fut d'autant plus incompréhensible que les tentatives de révélation de la « véritable identité » commençaient en apparence à porter leurs premiers fruits. Ainsi, le Hodja Tchomakhidzé était membre de l'Association pour la Diffusion de l'Alphabétisme parmi les Géorgiens, l'association patriotique par excellence, tandis que Matchabeli Bay fut membre de l'Association Caritative Géorgienne. Ceci montre l'ambivalence politique des groupes dominants ayant instauré les mécanismes de domination à l'époque impériale, voire avant elle au moment des grands bouleversements politiques et géopolitiques. Néanmoins, ces personnes constituent aussi un des facteurs principaux de continuité.

La défaite ottomane et la réoccupation de la région par l'armée gouvernementale géorgienne, en décembre 1918, a provoqué le mécontentement des Musulmans, qui tentèrent d'organiser la sécession et proclamèrent à Kars la République du Caucase du Sud-Ouest. Il est intéressant de remarquer que la République de Kars fut ainsi le premier Etat autoproclamé en Géorgie. Tout comme l'Abkhazie et l'Ossétie post-soviétiques, l'Etat de Kars avait toutes les apparences d'un Etat moderne : il disposait d'un gouvernement et d'un parlement et il tentait de rassembler des forces armées régulières. Néanmoins, c'était aussi un « Etat relatif », puisque l'autorité de son gouvernement dépassa rarement dans les faits les bornes de la ville de Kars. L'armée, dirigée par Hassan Bey Djanguirov (le frère du premier ministre de la République, Ibrahim Djanguirov) et composée de la cavalerie kurde et des bataillons de Kars, d'Oltis et de Kagizman, opérait « au coup par coup », c'est-à-dire apparaissait et disparaissait en fonction des opérations. Le gouvernement ne leva jamais officiellement d'impôt, sauf sous forme de perquisitions, et une partie de la paysannerie ignorait tout simplement son existence⁴⁹.

⁴⁷ Zya Bey Vatchnadzé fut même le commandant adjoint de la forteresse de Kars et s'illustra dans la guerre contre les troupes Dachnaks et les unités régulières arméniennes qui attaquèrent la ville à l'automne 1919.

⁴⁸ Ce sont les chiffres présentés par Noé Jordania, alors président du gouvernement géorgien à l'administration temporaire britannique en juin 1919. Cité in Nozadzé, op.cit., p. 48.

⁴⁹ Archives centrales du gouvernement de la première république géorgienne, Tbilissi, Fonds n° 19TK785.

Les dirigeants de la République autoproclamée tentèrent d'envoyer un mémorandum à la conférence de paix de Paris, dans lequel, en s'appuyant sur les principes de Wilson, ils demandaient l'indépendance, tout en ajoutant que la volonté du peuple était le rattachement à l'Empire ottoman⁵⁰. Malgré les agissements anti-géorgiens de Server Beg, la foi aux origines et au futur géorgiens des Meskhètes ne faiblit pas dans la presse nationale géorgienne. Les Ottomans et les Russes y étaient accusés d'être derrière Server Beg. Néanmoins, certains auteurs reconnaissent que la rhétorique du premier gouvernement géorgien avait joué contre les intérêts nationaux géorgiens en Meskhétie, dont les notables n'apprécièrent guère son ton anticlérical et marxiste, ainsi que sa promesse d'une réforme agraire uniforme pour toutes les régions du pays.⁵¹

L'Union soviétique face aux legs ottoman et tsariste

Les premiers recensements de la Géorgie soviétique (celui de 1922 – portant uniquement sur les villes – et le recensement général de 1926) font également apparaître les « Turcs » en Meskhétie. Néanmoins, sans doute par inertie mais aussi à cause de l'influence des bolcheviques géorgiens en majorité « national-uklonistes » (« national déviationnistes »), la catégorie « Turc » comporte une notule explicative précisant : « Les mahométans géorgiens du *Uezd* d'Akhalsikhé sont comptabilisés ensemble avec les Tatars et les Ottomans »⁵². L'influence des efforts nationalistes de la fin de la période tsariste et de trois années d'indépendance de la Géorgie est évidente lorsque l'on regarde les résultats du recensement de 1926. Vraisemblablement, les Meskhètes musulmans ne furent alors pas regroupés sous le label « Turc » dans leur totalité⁵³. Contrairement à la pratique courante depuis 1897, une partie d'entre eux (entre un cinquième et un quart) fut considérée comme étant géorgienne.

⁵⁰ La différence est sensible avec l'Adjarie, où sous l'occupation ottomane s'organise le Congrès des Musulmans de Géorgie qui demande le rattachement à la Géorgie indépendante.

⁵¹ Le bilan en matière nationale de la première république géorgienne est inégalement apprécié par les différents auteurs. Beaucoup reprochent au gouvernement de Jordania d'avoir été trop socialiste et pas assez nationaliste (cf. Levan Sanikidzé, *Messame dasis Sakartvelo* (« La Géorgie du Messame Dasi » – l'autre nom du parti social-démocrate (menchévique) de Géorgie), Tbilissi, Merani 1990. Viktor Nozadzé et Zourab Avalichvili sont aussi assez critiques vis-à-vis des sociaux-démocrates. S'engageant à gauche, organisant des congrès de la Seconde Internationale, le gouvernement géorgien aurait « effrayé » la plupart des gouvernements libéraux des pays occidentaux et aurait aliéné les classes possédantes. Pour cette raison, ce gouvernement se serait retrouvé seul face aux bolcheviques venus de Russie en 1921. Néanmoins, une minorité d'auteurs pensent que l'octroi de l'autonomie aux musulmans par la constitution de 1921 était un pas en avant.

⁵² Les résultats du recensement de 1917 ne sont publiés qu'en 1922. La note explicative est donc ajoutée en 1922 (*1917 Tzlis Sasoplo-Sameournéo da Saadgilmamoulo Aghtzeris Mazrobrivi Jamebi* (« Les résultats selon *Uezds* du recensement agro-rural et doménial de 1917 »), Tbilissi, 1922, p. 22).

⁵³ Il est intéressant de constater qu'en 1926 certains Meskhètes sont déclarés ethniquement géorgiens, il s'agit vraisemblablement de ceux qui connaissaient le géorgien et avaient des noms de famille géorgiens. Cette

La politique soviétique des premières années en Meskhétie fut axée sur la lutte contre l'influence de l'islam et sur l'éducation des « masses » en langue locale. Les idéaux du communisme devaient être expliqués de la manière la plus simple possible et dans l'idiome le plus facilement compréhensible pour le plus grand nombre. Cet idiome fut le turc, mais à cause du déficit sévère de cadres turcs, le travail d'éducation fut confié aux Azerbaïdjanais. Cela allait également dans le sens de l'évolution de la politique générale soviétique vis-à-vis des turcophones du Caucase méridional, qui consistait à les regrouper sous le label de la nationalité azerbaïdjanaise. Ainsi, les Meskhètes changèrent une fois encore d'ethnonyme pour les autorités administratives, et devinrent « Azerbaïdjanais » dans le recensement de 1939. L'ouverture en Meskhétie des écoles azerbaïdjanaises et l'invitation des cadres azéris dans la région furent l'une des conséquences de ce changement d'approche. L'administration soviétique « révélait » ainsi aux Meskhètes, aux « Tatars de Bortchalou⁵⁴ », mais aussi à la majorité des habitants de l'Azerbaïdjan lui-même, qu'ils étaient tous Azerbaïdjanais. Pourtant, en 1944, ces « nouveaux azerbaïdjanais » de Meskhétie furent déportés en Asie Centrale en tant que « Turcs ».

Il est intéressant de remarquer que, fortement imprégnés par les idées nationalistes, les communistes géorgiens n'ont pas toujours été en harmonie avec les camarades moscovites. Ainsi, au début des années 1920, ils encouragèrent « la restauration des noms de famille géorgiens », qu'ils durent interrompre en 1926 à cause des remontrances du Kremlin. Après l'élimination de la première génération de communistes géorgiens, la nouvelle direction locale du parti (Lavrenti Beria) ne fut pas moins nationaliste. Beria est même devenu le chantre du nationalisme géorgien en modifiant profondément sa nature « aristocratique », en le réconciliant avec le prolétariat et en détrônant les intellectuels formés à l'époque coloniale. C'est à l'instigation du comité central du PC géorgien que le programme du « retour des Meskhètes-Musulmans à la culture géorgienne » a été adopté. L'abandon, en 1944, de ce programme à cause de son succès limité auprès de la population, scella le sort de Meskhètes : plus Turcs que Géorgiens, leur présence pouvait en effet se révéler dangereuse dans la région frontalière avec un pays considéré comme étant la « patrie de tous les turcs » et avec lequel la probabilité de guerre grandissait au fur et à mesure qu'approchait de la fin de la deuxième

minorité des Meskhètes musulmans est pourtant la référence des auteurs géorgiens qui insistent sur le fait qu'en 1926, les Meskhètes musulmans étaient « plus géorgiens » qu'aujourd'hui.

⁵⁴ Les descendants des *alli* turcomans, installés au sud-est de la Géorgie par les Séfévides au 18^{ème} siècle.

Guerre mondiale. La décision de déportation totale des Meskhètes musulmans fut prise et mise à exécution en novembre 1944⁵⁵.

Pourtant, la composante la plus importante de l'identité meskhète actuelle est bien, à nos yeux, la particularité d'avoir subi une déportation en 1944. C'est bien la déportation et les massacres de Ferghana⁵⁶ qui cimentèrent, chez les Meskhètes, le « feeling of collective belonging », pour reprendre ici les mots d'Eric Hobsbawm⁵⁷. Avant la déportation, la société meskhète musulmane était une société centrée sur les villages. Les différences d'ordre religieux (musulmans / orthodoxes / catholiques) ou celles traçant la limite entre sédentaires et nomades étaient de fait pertinentes pour la définition de l'Autre. Ainsi, même si les nomades Tarakam finirent par se sédentariser, les différentes sources historiques font apparaître que les Meskhètes Yerli, les Kurdes et les Tarakams se percevaient comme étant distincts les uns des autres⁵⁸. Ce n'est donc ni l'islam (les adjars musulmans ne furent pas déportés), ni l'homogénéité ethno-tribale, ni l'origine géographique à elle seule (en Meskhétie vivaient également les orthodoxes, les catholiques et les Arméniens qui n'ont pas été déportés), qui font des Meskhètes aujourd'hui un groupe qui se pense comme tel et est perçu comme tel par l'extérieur. Les organisations telles que le Conseil de l'Europe et l'OSCE définissent les Meskhètes comme étant des descendants de la population déportée – et non pas selon les schémas du primordialisme ethnique ou tribal.

Certes, la déportation n'est omise par aucun auteur ou militant, mais elle n'est jamais abordée comme l'événement central de la formation de l'identité collective, voire de l'identité ethnique. Or, l'expérience de la déportation, la vie dans les camps appelés *spetspereselentsy* (« les colonies spéciales » en langage administratif soviétique), les codes spéciaux chiffrés

⁵⁵ Le 28 novembre 1944, Beria a rapporté à Staline et aux autres membres du gouvernement qu'entre le 15 et le 18 novembre 1944 les Turcs, les Kurdes et les Tatars des districts d'Adigueni, d'Akhalsikhé, d'Aspindza, d'Akhalkalaki et de Bogdanovka « ont été déportés avec succès ».

⁵⁶ Les Meskhètes déportés furent victimes de massacres sur leur lieu de déportation, notamment en Ouzbékistan, dans la région de Ferghana, en juin 1989.

⁵⁷ Le rôle du traumatisme de la déportation renforça le sentiment nationaliste également chez les Tatars de Crimée, ainsi que chez les Tchétchènes, qui passèrent de la société clivée entre différentes factions lignagères (*teips*) et religieuses (confréries soufies) à une société ayant conscience « de la communauté de souffrance » (E. Renan). Le sentiment national tchétchène doit beaucoup au traitement particulier auquel les a soumis le pouvoir colonial russe et soviétique.

⁵⁸ Cette distinction apparaît chez les auteurs aussi différents que Chalva Lomsadzé (*Samtsxé-Javakhéti*, Tbilissi, 1975), Thamaz Poutkaradzé (*Ethnikuri Struktura da Erovnul-Demografiuli Prosessebi Samtskhé-Javakhetchi* (« La structure ethnique et les processus nationaux et démographiques au Samtskhé-Javakhéti »), Atjara, Batumi, 1998, Paul Golden (*The Turkic Peoples and Caucasus. Transcaucasia, Nationalism and Social Change : Essays in the History of Armenia, Azerbaijan, and Georgia*, Ann Arbor, Michigan University Press, 1996 pp. 40-66), et Panekh et Yermolov (« Turki Meskhetintsy » [« Les Turcs- Meskhètes »], *Voprosy Istorii*, Moscou, 1991, n° 9-10, p. 215).

dans les passeports à la place du fameux « alinéa cinq » (là où tous les citoyens normaux inscrivait leur « nationalité »), les formalités bureaucratiques d'enregistrement à effectuer tous les quinze jours, les autorisations d'aller et venir en dehors du kolkhoze auquel ils étaient rattachés : tous ces éléments d'expérience ont fini par être ressentis et vus, de l'extérieur aussi bien que de l'intérieur, en termes ethniques. Le fait qu'en 1944, plusieurs mois durant les Meskhètes furent « le peuple du rail », autrement dit subirent l'expérience traumatique d'un voyage dans les wagons à bestiaux ayant fait mourir entre 10 et 15 % des déportés en route, ainsi que la mémoire de l'horreur racontée par les survivants, sont autant d'éléments d'agrégation de premier plan. Ce sont aussi des éléments ayant un fort potentiel « subjectivant », puisque la communauté d'aujourd'hui est composée exclusivement des passagers de ces sinistres trains et de leurs descendants. Pour la subjectivité des Meskhètes, ces événements ont été décisifs, tandis que toutes les recherches sur l'ethnogenèse sur lesquelles sont fondées les « révélations », loin d'être sans importance, sont des entreprises *a posteriori* visant à donner une expression politique concrète (pro-géorgienne, pro-turque) au sentiment de solidarité et d'appartenance collective⁵⁹.

Le manque des leaders éduqués pour la communauté s'est fait cruellement sentir tout au long de la déportation et de l'exil. Après la réhabilitation de 1956⁶⁰, les leaders du mouvement pour le rapatriement étaient de fait presque tous paysans ou, dans le meilleur des cas, présidents de kolkhozes. Le désir de retour et le sentiment de former une communauté étaient nettement supérieurs aux sentiments nationalistes, mais le drame des déportés tenait sans doute aussi au fait que tous les acteurs extérieurs (les autorités centrales soviétiques aussi bien que celles de Géorgie) raisonnaient en termes ethniques et nationalistes. Le retour ne pouvait se faire sans éclaircissement de leur identité ethnique selon le schéma soviétique, donc dans les termes des ethnies officiellement reconnues comme telles. Ainsi, le choix entre l'identité turque et géorgienne était impératif, l'ethnie musulmane meskhète n'étant pas reconnue.

⁵⁹ Sur les récits de déportation, voir *Bejency* (« Les réfugiés »), Bakou, Gianlik, 1992.

⁶⁰ Le 28 avril 1956, le décret du Soviet Suprême de l'URSS qui lève les restrictions sur le mouvement des musulmans de Géorgie déportés en 1944, est adopté. Néanmoins, ces derniers n'ont pas l'autorisation de revenir sur le territoire de leur habitation première. Comme dans le cas des Tatars de Crimée et des Allemands de la Volga, ils pouvaient s'installer partout sur le territoire soviétique à l'exception des lieux d'où ils furent déportés.

Pour les géorgiens, les problèmes des « minorités » commençaient aussi à se poser, notamment en Abkhazie. Les autorités locales ne pouvaient donc, politiquement, accepter le retour de plusieurs dizaines de milliers de personnes dépourvues de « conscience nationale » géorgienne. La position géorgienne au sujet des déportés dans les années 1960 et 1970 fut ainsi l'acceptation de leur retour seulement à la condition de l'acceptation, de la part de ces derniers, de l'identité géorgienne. Pour preuve de bonne volonté, la « restauration » des patronymes géorgiens leur fut fortement suggérée. Parallèlement, lors du recensement de 1959, les Soviétiques réintroduisirent à nouveau la possibilité de se définir en tant que « Turc » – possibilité qui fut saisie par 35 000 d'entre eux (soit un peu plus d'un quart des déportés et de leurs descendants). La majorité choisit pourtant une autre identité ethnique (Azerbaïdjanaise, Ouzbek, Tatare), sans doute pour se prémunir d'éventuelles répressions à venir, mais la proportion de « Turcs » a cependant cru tout au long des années 1960 et 1970. Contrairement à ce qu'affirme la doxa de l'ethnographie soviétique, ces identités n'étaient pas l'expression pure de la « conscience collective » des Meskhètes. Encore plus qu'ailleurs, les Meskhètes furent tout simplement obligés, voire contraints, de choisir entre les labels qu'on leur proposait de l'extérieur. A aucun moment les statistiques soviétiques ne proposèrent la possibilité de se définir comme Meskhète.

Ce sont donc les événements extérieurs (l'exigence de la part de la Géorgie de l'adoption de l'identité géorgienne en contrepartie du droit de retour et les statistiques soviétiques) qui influencèrent fortement le débat autour de la question Meskhète. Le choix entre les deux identités devint obligatoire : si le groupe voulait exister administrativement et politiquement, se faire entendre et, à terme, obtenir le retour de l'exil, il lui fallait opter pour l'une des identités administratives proposées. Toutefois, nous ne voulons pas forcément dire que cette imposition ou l'obligation d'identité doit être vue comme un déchirement et un acte éminemment répressif envers cette société. En effet, en URSS post stalinienne, ce fut aussi une exigence de « modernité » qui supposait certes une part notable de violence (ou de « violence symbolique »), mais qui pouvait aussi devenir un moyen d'obtention de rétributions. Le désir du retour n'est pas uniquement dû à la nostalgie, mais signifiait également le retour à la propriété spoliée et la possibilité de l'ascension sociale dans le cadre de l'*affirmative action*⁶¹ soviétique.

⁶¹ A ce sujet, voir Terry Martin, *The Affirmative Action Empire. Nations and Nationalism in the Soviet Union, 1923-1939*, Ithaca, Cornell University Press, 2001

Ainsi, les déportés, regroupés au sein du Comité Organisationnel Temporaire de Libération, qui essayait de coordonner les actions en faveur du rapatriement⁶², ont réalisé qu'il y avait globalement deux solutions : soit se plier aux exigences géorgiennes – chose que de nombreux Meskhètes étaient prêts à faire dans les années 1950 –, soit, en tant que « communauté turque de l'Union soviétique », faire pression sur le gouvernement de Moscou qui pouvait contraindre la Géorgie à accepter le retour des déportés. La dualité du choix est à l'origine de deux tendances déjà évoquées parmi les Meskhètes au sujet de la définition de leur identité nationale. Apparues dès la fin des années 1950, les deux voies avaient leurs porte parole : Latifchah Baratachvili, qui déclara publiquement que les déportés étaient des musulmans géorgiens, et Mevlud Bayrakhtarov, qui défendit la thèse de la « turcité » des Meskhètes. Plus faible au départ, l'idée d'islamo-géorgianisme est devenue plus populaire parmi les déportés dans les années 1970, lorsque le gouvernement soviétique leva la dernière restriction à la circulation qui frappait les Meskhètes : officiellement, ils pouvaient désormais revenir en Géorgie. Le seul obstacle était alors la demande au sujet de « l'effort identitaire », que leur formulait la Géorgie. Les nouvelles voies apparurent pour soutenir la thèse islamo-géorgienne, comme par exemple celle tracée par Khalil Oumarov, l'un des dirigeants du comité Temporaire en Azerbaïdjan, qui donna l'exemple en modifiant son nom (il devint Khalil Gozalichvili). Même si les autres leaders du Comité (Gazi Mouftiev et Khalil Tachtanov) militaient en faveur du retour en qualité de Turcs, ou penchaient carrément pour l'émigration en Turquie (Enver Odabachev), beaucoup de Meskhètes, même s'ils ne furent pas convaincus par la « révélation » que leur faisaient Baratachvili et Gozalichvili, pensaient que le retour en valait la peine. Néanmoins, c'était loin d'être le scénario idéal pour la Géorgie, où l'on réalisait que le retour de tous les déportés et de leurs descendants allait poser de sérieux problèmes. En effet, le nombre de ceux qui pouvaient potentiellement prétendre au retour (les déportés et leurs descendants) était plus de deux fois et demi supérieur au chiffre de 1944.

La fébrilité ou le peu de motivation des autorités communistes géorgiennes à faire revenir les Meskhètes fit progressivement pencher la balance en faveur de la solution consistant à faire du *lobbying* à Moscou, et donc à opter pour l'identité nationale turque. Cette fébrilité géorgienne s'explique par la crainte de ne pas pouvoir « intégrer » ces populations et

⁶² Le 15 février 1964, le premier meeting des Meskhètes a eu lieu au bourg de Bouka, près de Tachkent en Ouzbékistan. Près de 600 députés y participèrent et fondèrent alors le Comité Organisationnel Temporaire de Libération, élisant Enver Odabachev à sa tête.

de ne pas avoir suffisamment de ressources pour mettre en œuvre le processus de leur « géorgianisation ». Les autorités géorgiennes craignaient également la reprise des violences entre les Meskhètes musulmans avec leurs voisins chrétiens géorgiens et arméniens. En effet, depuis la déportation, l'entreprise de « géorgianisation » s'était trouvée totalement discréditée et l'attitude des autorités et du public géorgiens montrait des signes de démission. Ainsi, les campagnes « révélationnistes » se sont progressivement épuisées, et l'on a fini par considérer que la question était réglée tant bien que mal et qu'il fallait désormais que les exilés s'intègrent dans les sociétés d'accueil⁶³. A partir de ce moment, l'opposition au retour devint systématique en Géorgie et les autorités se mirent à soutenir discrètement l'initiative de l'Azerbaïdjan d'accepter sur son sol plusieurs milliers de déportés⁶⁴. Cela coupa l'herbe sous le pied de ceux qui prophétisaient l'acceptation de l'identité géorgienne. L'interlocuteur privilégié était désormais Moscou et le comité central du Parti, auquel les Meskhètes déportés adressèrent des milliers de lettres de doléances⁶⁵.

La politique de Perestroïka initiée par Gorbatchov a eu un double effet de renforcement des revendications nationalistes en Géorgie et d'accroissement de l'activisme des déportés, parmi lesquels les défenseurs de la thèse « turque » étaient désormais clairement plus visibles. Cette période rappelle *mutatis mutandis* celle de 1917-1921, lorsque l'affaiblissement de l'état tutélaire a fait éclore les espoirs de constitution d'une entité politique turque en Meskhétie. Le Comité Temporaire fut dissous et l'Organisation appelée Qaydich (« le retour » en turc) a vu le jour sous la présidence de Yousouf Sarvarov⁶⁶. La mise en avant d'un leader comme Sarvarov a rendu les positions géorgiennes encore plus rigides, puisqu'il était considéré comme étant manipulé par les autorités centrales et le KGB, qui allaient désormais se servir de la question meskhète afin de lutter contre les velléités indépendantistes de la Géorgie. Les doutes au sujet de l'instrumentalisation de la cause des déportés se renforcèrent, en Géorgie, lorsque les autorités de Moscou choisirent Sarvarov comme interlocuteur privilégié et l'imposèrent comme chef de la délégation des douze

⁶³ Cette position « défaitiste » fut dénoncée comme étant une « trahison » par une partie des intellectuels géorgiens, qui continuent à croire que les Meskhètes sont des Géorgiens « turquisés » et islamisés et qu'il faut encore les « éduquer » et les ramener dans le berceau de la nation. Ce fut notamment le cas des premiers dissidents, y compris de Zviad Gamsakhourdia (qui une fois au pouvoir en 1990, changera de position et refusera le retour des Meskhètes) et de l'historien Gouram Mamoulia.

⁶⁴ D'après les chiffres du ministère Soviétique de l'intérieur, 24 304 Meskhètes étaient classés comme étant ethniquement Azéris. Ainsi, en 1957, 25 à 27 000 d'entre eux ont officiellement émigré en Azerbaïdjan en tant qu'Azéris. Aujourd'hui encore, sur presque 100 000 Meskhètes qui vivent en Azerbaïdjan, près d'un tiers sont enregistrés comme ethniquement azéris, les deux tiers restants comme « turcs-meskhètes ».

⁶⁵ De 1957 à 1967, près de 3 500 lettres ont été envoyées à Moscou avec les demandes de réhabilitation.

⁶⁶ Cela s'est passé au congrès du 12 avril 1988, au village de Nartan en Kabardyno-Balkarie, Caucase russe.

représentants des déportés qui obtinrent le droit de visiter en Géorgie les villages Meskhètes en 1988. Ce fut le premier voyage officiel des représentants des déportés en Géorgie depuis 1944⁶⁷. La facilité avec laquelle les autorités soviétiques se mirent à soutenir le rapatriement des Meskhètes dressa l'opinion publique géorgienne contre ce projet.

Les massacres de Ferghana en Ouzbékistan – le pays qui abritait la plus nombreuse communauté de déportés – ont en outre rendu à la question du rapatriement toute son acuité. Le caractère soudain mais organisé des massacres⁶⁸, sans aucun précédent d'animosité entre les Ouzbeks et les déportés dans le passé, ainsi que la passivité étonnante des structures policières d'Ouzbékistan et les agissements opaques des autorités centrales, confèrent aux événements un caractère mystérieux⁶⁹. Les Géorgiens crurent à une provocation venant de Moscou pour accélérer le processus de rapatriement des Meskhètes en Géorgie, et donc à une tentative de création sur le territoire géorgien d'une force supplémentaire dirigée contre l'indépendance du pays. D'autres insistèrent sur les tensions au sein de la direction soviétique, où les chefs communistes conservateurs, alliés aux « ministères de force » (armée, KGB, intérieur), mécontents des réformes gorbatchéviennes, auraient organisé les massacres pour déstabiliser l'aile plus démocratique alors au pouvoir.

Les massacres ont eu une grande influence sur la nature du mouvement. Les évacuations du territoire Ouzbek, encadrées par l'armée, créèrent le mythe de la « seconde déportation ». L'une des conséquences fut la reconnaissance du statut officiel des associations de déportés par le pouvoir soviétique, qui enregistra à Moscou une nouvelle association appelée Association des Turcs Soviétiques – Vatan, qui par la suite est devenue la tête de pont du mouvement pour le rapatriement⁷⁰. L'autre conséquence importante des massacres fut le fait que même ceux des Meskhètes, notamment les jeunes, qui n'avaient jamais connu la Géorgie et qui avaient cru à la possibilité de faire leur vie en Ouzbékistan, se sont retrouvés dans l'obligation de chercher à obtenir le rapatriement en Meskhétie.

⁶⁷ Un comité spécial composé de 12 membres et présidé par Yousouf Sarvarov a ainsi visité la Géorgie et les 90 villages de Meskhétie d'où partirent les déportations, du 28 au 31 mai 1988.

⁶⁸ En juin 1989, dans la région de Ferghana où vivaient près de 17 000 Meskhètes, des centaines de jeunes ouzbeks organisèrent des massacres trois jours durant.

⁶⁹ Les troupes du ministère de l'intérieur soviétique interviennent pour arrêter les massacres, mais au lieu d'arrêter les agresseurs ou de s'interposer entre les belligérants, ils décident d'évacuer *manu militari* tous les Meskhètes d'Ouzbékistan, y compris ceux vivant dans les autres régions du pays non touchées par les massacres (soit encore près de 60 000 personnes) vers la Russie et le Kazakhstan. Le motif officiel avancé pour justifier ces déplacements de population fut l'« incompatibilité ethnique entre les Ouzbeks et les Meskhètes ».

⁷⁰ Yousouf Sarvarov a été élu président de cette association. Le fait que son siège était à Moscou et que dans le nom officiel de l'association figure le mot « soviétique », alors que les demandes d'indépendance ont l'aval de la majorité des Géorgiens dès la fin des années 1980, a rendu cette association d'emblée suspecte en Géorgie.

Les luttes actuelles autour du millet arménien de Meskhétie

Deux siècles de présence ottomane en Meskhétie ont considérablement compliqué la lecture de « l’ethnogenèse » de deux autres communautés ethno-linguistiques de Meskhétie. Une analogie pourrait être faite avec ceux que le nationalisme géorgien nomme des « Géorgiens arménisés ». Ces personnes, aujourd’hui recensées comme Arméniens, seraient, d’après les thèses nationalistes géorgiennes, en majorité des descendants des Géorgiens de confession grégorienne et catholique de Meskhétie. Dans cette région, longtemps rattachée à la Sublime Porte, la conversion au dogme grégorien se serait réalisée, à l’époque ottomane, à l’instigation des *terter* (pères) arméniens, qui, contrairement aux orthodoxes géorgiens, étaient reconnus en tant que *millet*. Le chef de l’église arménienne était protégé par le statut offert par le Sultan. L’absence de *millet* géorgien au sein de l’Empire ottoman explique en grande partie le brouillage et les débats nationalistes actuels concernant la région de Meskhétie. De fait, la majorité des Géorgiens des provinces annexées, s’étant convertis à l’islam, appartenaient d’emblée au *milleti hakime* – c’est-à-dire au « millet principal », musulman sunnite – et ne se distinguaient guère, statutairement, des Turcs, des Arabes, des Albanais, des Circassiens ou des Slaves musulmans. Les Géorgiens non musulmans (catholiques, grégoriens et, dans une moindre mesure, orthodoxes) étaient pour leur part rattachés respectivement aux *millets* catholique, arménien et grec (du fait que le chef de l’église orthodoxe géorgienne siégeait à Mtskhéta, ville située hors de la zone de contrôle des Ottomans, ils dépendaient juridiquement du patriarcat de Constantinople tenu par les grecs). De plus, en Meskhétie ottomane, de par les spécificités locales (voir supra), le *millet* catholique était ethniquement majoritairement arménien, et ces derniers y occupaient une position prépondérante.

D’après l’historiographie géorgienne l’assimilation ethnique des géorgiens de confession grégorienne se serait déroulée tout au long 18^{ème} et 19^{ème} siècles, puisqu’on trouve encore, dans les registres matrimoniaux et funéraires de cette époque, des grégoriens de langue géorgienne, ainsi que des textes religieux grégoriens traduits en géorgien⁷¹.

⁷¹ L’idée de la grégorianisation précédant « l’arménisation » ethnique est également fréquente chez les historiens azerbaïdjanais. Une partie d’entre eux pensent même que les ancêtres des Arméniens du Karabagh et de l’Azerbaïdjan occidental sont des tribus turques converties au grégorianisme au Moyen Age. Cette thèse est développée notamment dans Zya Bouniatov (ed.), *Azerbaïdjan v. VII-IX veka* (« L’Azerbaïdjan aux 7^{ème}-9^{ème} siècles »), Bakou, 1965.

L'idée qu'une partie des Arméniens vivant aujourd'hui en Géorgie serait de « souche ethnique » géorgienne apparaît au même moment que le nationalisme géorgien se détache de la religion orthodoxe, c'est-à-dire à la charnière du 19^{ème} et du 20^{ème} siècles. De plus, à ce moment, se pose la question de l'influence démographique et économique des Arméniens en Géorgie, considérés comme un « danger » non négligeable (surtout en Géorgie Orientale et Méridionale). Maintenir l'équilibre démographique en Karthlie et en Meskhétie en faveur des Géorgiens était un besoin impérieux, satisfait principalement par la migration des populations ethniquement géorgiennes de l'Ouest (Imerethie, Mengrelie, Gourie, Ratja) ainsi que par les tentatives de « révélation » de l'identité géorgienne aux catholiques et grégoriens des régions concernées. C'était également la réponse au nationalisme arménien – une sorte de « devoir moral de l'historien »⁷².

Jusqu'au milieu du 19^{ème} siècle, l'opposition géorgien / arménien en Géorgie Orientale et Méridionale était soit de nature proprement religieuse (opposant duophysites (orthodoxes chalcédoniens) et monophysites grégoriens), soit à caractère social (aristocratie / marchands). Le clivage ne s'exprimait nullement en termes ethniques ou linguistiques. L'adoption du grégorianisme se disait comme « s'arméniser » ou « se convertir à la foi arménienne ». Le cas extrême de l'ambiguïté dans la définition de l'appartenance ethnique de tel ou tel personnage pré-national est illustré par la trajectoire de Zakaria Mkhargrdzeli, le chef des armées royales de la Reine Tamar (1183-1204) – dont le règne fut la période d'apex de la puissance du royaume médiéval de Géorgie. La lignée militaire des Mkhargrdzeli était d'origine Kurde mais, étant au service de la reine, ils étaient devenus des féodaux géorgiens. Or, l'historien de la cour de Tamar décrit Zakaria Mkhargrdzeli comme étant de « croyance arménienne ». Les débats vont toujours bon train aujourd'hui lorsque les communautés Kurde et Arménienne de Géorgie se réclament de son aura.

La conversion à la foi grégorienne des orthodoxes ou des musulmans était également motivée par le fait que, dans les villes, l'entrée dans une association professionnelle était fortement conditionnée par l'adhésion à une religion. La communauté de croyance était l'assurance d'une forte solidarité (entraide) et de l'inscription dans des relations de confiance (prêt d'argent ou de marchandises). C'était le cas des guildes de commerçants, mais aussi des

⁷² L'expression appartient à Zakaria Tjitjinadzé, « éducationniste » et activiste passionné de la cause géorgienne : « sauver nos frères d'une irrémédiable arménisation doit être le devoir moral de toute personne qui veut faire du bien public » (*Kartveli grigorianebi* (« Les grégoriens géorgiens »), Tiflis, 1906, p. 9).

corps d'artisans – *Amkars* ou *Asnaf*⁷³. Enfreindre le dogme moral imposé par sa religion d'appartenance équivalait à la profanation du métier et était puni par l'exclusion du groupe⁷⁴. Ainsi, dans le cas de l'accession aux associations de marchands, souvent regroupés autour de l'église monophysite, les « Géorgiens » devaient devenir « Arméniens ».

De nombreux exemples de conversions croisées montre qu'il existait, au Moyen Age, des « arméniens » de langue géorgienne⁷⁵ et des « géorgiens » de langue arménienne. Durant cette période, pré-nationaliste, ces deux termes étaient à caractère religieux ou social, mais nullement ethnique. Depuis la période nationaliste, qui a inévitablement mené à une forte opposition entre les deux idéologies nationales, la question des convertis, des anoblis et des marchands de tout genre est devenue de la plus haute importance. En effet, depuis le dernier tiers du 19^{ème} siècle, « géorgien » et « arménien » sont des concepts essentiellement ethniques, qui plus est antinomiques, chacun étant nourri par l'opposition à l'autre. La tâche qui incombe aux militants et aux scientifiques des deux camps, c'est bien la projection dans le passé pré-national des identités ethniques pour les besoins du présent. Il devient urgent de « prouver » l'appartenance à la nation de pans entiers de la population par une plongée introspective dans l'histoire des ancêtres directs de ceux-ci. Dans le cas des grégoriens et des catholiques géorgiens, cette appartenance n'est pas évidente, vu les caractéristiques religieuses (ils sont catholiques ou grégoriens) et linguistiques (ils parlent arménien) qui les distinguent de la majorité des Géorgiens.

Les débats arméno-géorgiens au sujet des grégoriens de Géorgie d'avant l'occupation tsariste est un bel exemple de la lutte idéologique entre « la révélation » et la défense de la vérité établie⁷⁶. Les débats portent avant tout sur les sources historiques, notamment des récits de voyage, y compris ceux de voyageurs arméniens (par exemple ceux d'Atrem Ararats ou du

⁷³ On utilise en Géorgie ce terme d'origine persane seulement dans les régions ayant connu une longue période de domination ottomane, comme en Meskhétie, le terme d'*Asnaf* est employée. Sur les associations d'artisans, voir K. Kutsia, *Amkrebi XVII-XVIII saukunis Kalakebchi* (« Les Amkars dans les villes des 17^{ème}-18^{ème} siècles »), Tbilissi, 1984.

⁷⁴ K. Kutsia, *Aghmosavlet Amierkackassiis Kalakebi XVI-XVIII s.* (« Les villes de la Transcaucasie Orientale, 16^{ème}-18^{ème} siècles »), Tbilissi, 1976, p. 163.

⁷⁵ Le cas de Stephanos Orbéliani, auteur du *Traité contre la double nature* (14^{ème} siècle) et l'un des plus actifs pourfendeurs des principes de Chalcédoine, est édifiant. Il était en effet membre d'une des plus illustres familles géorgiennes de Kvemo Kartli, mais est devenu « Arménien ».

⁷⁶ Le précurseur de ce débat est Zakaria Tjitjinadzé, l'éducationniste infatigable et savant « patriote » de la fin du 19^{ème} siècle. Auteur de nombreux travaux sur les minorités (aussi bien sur les juifs de Géorgie que sur les musulmans et catholiques), il s'est intéressé aux grégoriens de Kartlie pour trouver à une partie d'entre eux des origines géorgiennes.

*Mkhitariste*⁷⁷ Vénitien – le *Vardapert*⁷⁸ Bjichkian), et des écrits de Vakhuchti Bagrationi⁷⁹ qui parlent des « Arméniens » de Gori (Karthlie Intérieure) et de Kvemo Karthlie comme « ayant des mœurs géorgiennes » (*Kartuli Zne-Chveoulevisa*) (Vakhouchti) ou maîtrisant assez mal la langue arménienne (observations d'Artem Ararats et de Vardapert Bjichkian). D'autres données, comme la disponibilité dans les musées d'Arménie (Matenadaran d'Erevan) et de Géorgie (Institut des Manuscrits Korneli Kekelidzé à Tbilissi) des textes religieux grégoriens (recueils de prières et textes canoniques) en langue géorgienne ou écrits en arménien mais avec les caractères géorgiens, ou l'existence des pierres tombales bilingues ou géorgiennes dans les cimetières grégoriens, constituent le point de départ des débats et des interprétations contradictoires. Pour alimenter encore plus le débat, sont également mobilisés les registres officiels russes concernant les militaires issus du Sud-Caucase engagés dans les unités irrégulières du Tsar. Dans ces registres russes du début du 19^{ème} siècle, sont indiqués « la nation » (*natsia*), « le rang social » (fils de noble, fils de marchand) et « la loi compétente » pour le jugement de l'engagé (notion proche de l'affiliation religieuse). Les soldats de *natsia* géorgienne (*gruzin*) mais de juridiction arménienne (*armianskogo zakona*) sont légion⁸⁰.

Traditionnellement, les auteurs arméniens expliquent cette situation par l'ancienneté de l'implantation arménienne en Géorgie, qui aurait subi une pression culturelle géorgienne. Le paroxysme de cette influence aurait été atteint au 18^{ème} siècle, se manifestant notamment par la pratique courante du bilinguisme et par l'adoption progressive, à l'écrit, des caractères géorgiens⁸¹. Pour les tenants de la thèse géorgienne et révélationniste ces données, la maîtrise lacunaire de l'arménien, la préférence pour l'alphabet géorgien, la traduction des textes dogmatiques grégoriens en géorgien et les « mœurs » géorgiennes parmi les « Arméniens », prouvent l'existence d'un conglomérat important de Géorgiens au sens à la fois ethnique et

⁷⁷ Les Mekhitaristes sont un ordre catholique du rite arménien, fondé au 16^{ème} siècle. L'ordre porte le nom de l'évêque unitorien arménien de Sivas (Anatolie) – Mékhitar. Passé de l'Empire ottoman à Venise en passant par la Transylvanie, l'ordre a envoyé ses propres missionnaires dans les régions arméniennes avec l'aval du Pape dès le 18^{ème} siècle.

⁷⁸ Vardapert est situé, dans la hiérarchie du clergé grégorien, entre le prêtre et l'évêque. Son équivalent chez les orthodoxes est l'Archimendrite.

⁷⁹ Vakhuchti Bagrationi, *Aghtzera Samephosa Sakartvelosi* (« La Description du Royaume de Géorgie »), manuscrit des années 1720 ; première édition sous la rédaction de Marie Brosset, la typographie de l'Académie Impériale des Sciences, Saint-Petersbourg, 1842.

⁸⁰ Archil Davitachvili, *Rusuli Jaris Kartuli Kavaleria XVIII Saukunis Dasarulshi* (« La cavalerie géorgienne de l'armée russe à la fin du 18^{ème} siècle »), Kutaisi Universitetis Moambé, octobre 1994.

⁸¹ C'est la thèse défendue par P. M. Mouradian dans *Grouzinsko-Armianskie Literaturnye Otnoshenia v XVIII veke* (« Les relation littéraires arméno-géorgiennes au 18^{ème} siècle »), Erevan, 1966, pp. 40-42.

culturel, qui aurait été membre de l'église monophysite⁸². Il est vrai que, dans l'école « révélationniste », nous rencontrons des tendances plus ou moins radicales. Le radicalisme d'un Zakaria Tjitjinadzé et d'un Michel Tamarachvili (« l'idée selon laquelle nous pouvons qualifier de tribu géorgienne tous ceux qui n'ont d'arménien que la foi et non pas des mœurs et coutumes est suffisamment fondée »⁸³) est sans doute pondéré par les études plus fouillées comme celle de Gouram Maïssouradzé⁸⁴ – qui parvient pourtant à la même conclusion. Néanmoins, les premiers sont beaucoup plus accessibles, facilement utilisables et formulables en langage politique, que les seconds.

Les transformations du millet catholique de Meskhétie

Quant aux catholiques géorgiens, le débat porte sur ceux d'entre eux qui se seraient assimilés aux arméniens – soit une partie seulement des catholiques géorgiens, contrairement à la totalité des fidèles de l'église monophysite⁸⁵. Les moines catholiques arméniens apparaissent pour la première fois en Géorgie au début du 16^{ème} siècle, et ils viennent de Nakhitchevan – devenu alors le bastion du catholicisme. Avec les conquêtes ottomanes, la Géorgie se trouva complètement isolée du monde européen et les missionnaires franciscains et dominicains établis dans le pays vers 1230 n'arrivèrent plus à rejoindre le Caucase aussi aisément. A partir du 17^{ème} siècle, les catholiques de Kartli dépendirent de l'évêque catholique d'Ispahan et ceux de Géorgie occidentale de l'évêque catholique de Constantinople. Dans ces Etats géorgiens, l'essentiel du travail était fait par les missionnaires et il n'y avait presque pas de clergé catholique autochtone⁸⁶.

⁸² Gouram Maïssouradzé, *Kartvel da Somex Xalxta Urtiertoba. XII-XVIII saukuneebi* (« Les relations entre les peuples géorgienne et Arménienne. 13^{ème}-18^{ème} siècles »), Tbilissi, Metsniereba, 1983, p. 315.

⁸³ Michel Tamarachvili (Tamaratti), *Pasuxad Somxis Mtzerlebs* (« En guise de réponse aux auteurs arméniens »), Tiflis, 1904, p. 110.

⁸⁴ Gouram Maïssouradzé, op.cit, pp. 285-322.

⁸⁵ Sur les catholiques géorgiens, voir Michel Tamarachvili (Tamaratti), *Istoria Katolikobisa Sakartvelochi* (« Histoire du catholicisme en Géorgie »), première édition, Tbilissi, 1902. Plus spécifiquement, sur la lutte arméno-géorgienne au sujet des catholiques, voir, du même auteur, *Pasuxad Somxis Mtzerlebs*, op. cit.

⁸⁶ Quelques rares exceptions existent avant le 20^{ème} siècle, lorsque la famille Orbéliani produit toute une lignée d'écclésiastiques catholiques qui utilisent le *typikon* géorgien.

La situation était tout autre en Meskhétie, annexée par l'Empire ottoman, où les catholiques locaux étaient plus nombreux. Les consuls des puissances occidentales (de France, d'Autriche ou d'Espagne) obtenaient de la part de la Porte une plus grande tolérance vis-à-vis des catholiques et constituaient un recours infaillible en cas de difficultés⁸⁷. Les consuls obtenaient ainsi aux missionnaires les grâces de certains Pachas et leur évitaient les difficultés administratives et même le paiement de l'*Ispendje* dont devait s'acquitter tout sujet non musulman. La langue de liturgie dans cette province était soit le latin, soit le grec, soit l'arménien (les trois *typikon* reconnus⁸⁸). Le Vatican lui-même avait tout intérêt à avoir, dans les Pachalik d'Akhaltshikhé, des prêtres de *typikon* arménien, puisque dans cette province les catholiques arméniens étaient plus nombreux que les catholiques géorgiens⁸⁹.

De plus, si Rome voulait gagner des nouveaux fidèles, elle ne pouvait y parvenir qu'au dépens des grégoriens arméniens, puisque les Géorgiens de la province étaient en grande majorité devenus musulmans et que la conversion d'un musulman était interdite dans l'Empire ottoman⁹⁰. Par ailleurs, les Arméniens catholiques Mekhitaristes étaient aussi implantés en Europe, notamment à Venise, et leur poids auprès du Vatican était tout autre que celui des catholiques géorgiens. Les missionnaires capucins, carmes ou théatins, qui devaient choisir également tous les ans deux jeunes catholiques de la région pour les envoyer étudier au *Collegium* à Rome, exigeaient des candidats le *typikon* arménien. Une fois devenus prêtres, ils devaient officier en arménien⁹¹. Le clergé catholique local ne pouvait donc officier selon le

⁸⁷ Surtout à partir du 17^{ème} siècle, lorsque le pic de la puissance de l'Empire ottoman est déjà derrière, la Porte doit tenir compte des monarchies européennes qui se proclament défenseurs des catholiques de l'Empire. Les ambassadeurs français à Istanbul étaient notamment un puissant relais pour les catholiques de Meskhétie à chaque fois que la liberté du culte était menacée (voir M. Tamarachvili, op.cit.).

⁸⁸ Le *typikon* est un ensemble de textes obligatoires pour l'application du dogme de la religion chrétienne. Il y a généralement deux sortes de *typikon* : celui qui s'adresse aux prêtres ou aux moines et constitue un manuel du service, fixant également les dates des fêtes religieuses, et celui destiné aux fidèles. Le choix de la langue pour le *typikon* se révéla importante pour la formation des identités nationales, alors qu'historiquement ils étaient ethniquement neutres.

⁸⁹ 15 % des arméniens de Meskhétie, soit 9 634 personnes, étaient catholiques en 1897 selon le recensement impérial russe. Le nombre des géorgiens catholiques était de 6 230 (*First full census of the entire population of Russian Empire 1897*, vol. 69, Saint Petersburg, 1905, pp. 90-93).

⁹⁰ Ceci explique sans doute une relation extrêmement tendue entre le patriarcat grégorien d'Etchmiadzine et les catholiques. Le patriarche et ces *Vartapert* tentaient tout pour empêcher la conversion des Arméniens au catholicisme. Ils tentaient obtenir l'appui des Pachas, des *adjaks* des Janissaires ou parfois même du Sultan, en leur envoyant des nombreux cadeaux et en exigeant la punition des catholiques. Etchmiadzine menait la même politique vis-à-vis des rois géorgiens.

⁹¹ Même les futurs prêtres catholiques originaires de Tiflis, Koutaïssi ou de Gori recevaient la bénédiction à Rome ou à Constantinople pour devenir prêtres de *typikon* arménien et étaient envoyés en Anatolie ou en Meskhétie. Ainsi, le père Ivané Jiganti de Tiflis, consacré à Rome selon le *typikon* arménien a été envoyé à exercer à Akhaltsikhé et dans les villages voisins. Il arrivait, certes plus rarement, que les futurs prêtres originaires de Géorgie soient consacrés selon le *typikon* grec ou latin. Dans ce dernier cas ils étaient envoyés à

typikon géorgien : paradoxalement, c'est devenu le domaine propre des missionnaires venus d'Europe. Mais les croyants pouvaient choisir entre les églises tenues par les pâtres, où la messe était en latin (souvent avec des explications en géorgien), et celles tenues par les prêtres locaux, en majorité de *typikon* arménien⁹². Cela ne veut pas dire que les prêtres et les fidèles étaient ethniquement arméniens. Parmi eux il y avait beaucoup de personnes de langue géorgienne ou même turque. Dans les lettres envoyées à la *Propagande* à Rome, de nombreux habitants de Meskhétie demandent que les prêtres interprètent en géorgien les prières dites en arménien, tandis que les curés exigent l'envoi de livres de liturgie en arménien et de recueils de prières en géorgien⁹³.

La *Propagande* donna le droit d'utiliser le géorgien en sus du latin aux missionnaires dès 1757 puis aux prêtres du *typikon* arménien en 1776. Avec l'avènement de l'ère nationaliste, les catholiques arméniens (le millet catholique arménien) se rapprochèrent des arméniens de « l'église nationale » grégorienne et les tensions apparurent entre missionnaires et catholiques de *typikon* arménien. Cette animosité était sensible depuis le 18^{ème} siècle, mais à l'époque il s'agissait de la compétition pour le nombre des fidèles et à propos du droit de gérer telle ou telle église. Avec le nationalisme, cette opposition prit une autre dimension. Les fidèles de langue maternelle géorgienne eurent leur conscience nationale également accrue et refusèrent les pressions assimilationnistes arméniennes. Ils se rangèrent dans le camp des missionnaires et exigèrent l'envoi de nouveaux « pâtres ». Néanmoins, en acceptant le patronage arménien, certains catholiques de Meskhétie se sont assimilés linguistiquement, tandis que ceux qui adoptèrent le latin restèrent géorgianophones parce que les pâtres n'exigeaient pas d'eux l'usage du latin dans la vie courante – mieux : en tant que missionnaires, ils se sentaient obligés d'apprendre la langue parlée par la population⁹⁴. L'ethnisation des communautés religieuses allait ainsi croissant, et le phénomène s'accéléra lorsque le prêtre Paul Chahqulian devint pro-vicaire à Akhaltshikhé. Ce prêtre formé à Rome et consacré selon le *typikon* arménien militait en faveur de la création d'un évêché catholique à Akhaltsikhé. Étant lui-

officier ailleurs que dans les provinces géorgiennes. Ainsi, parmi les Carmes déchaussés de la Perse (Ispahan, Tabriz), il y avait quelques Géorgiens formés à Rome.

⁹² Il y avait quelques églises catholiques de *typikon* grec, comme au village de Veli, près d'Akhaltsikhé

⁹³ Cf. Tamarachvili, op.cit., pp. 461 et suiv.

⁹⁴ Les théatins et les capucins furent nombreux à connaître le géorgien, mais aussi le mengrélien et le laze. La première traduction du catéchisme en géorgien et le premier livre de grammaire « latino-géorgienne » ont été produits par les missionnaires catholiques, qui sont également à l'origine de la fondation de la première imprimerie géorgienne à Rome en 1629. Cette imprimerie édita des nombreux textes catholiques en géorgien, textes apportés et diffusés par les missionnaires. Quant aux cérémonies religieuses, il était courant de faire la messe en latin avec la traduction et l'explication en géorgien, comme le montre Mikhéil Tamarachvili dans son ouvrage. Cf. Tamarachvili, op. cit. p. 422.

même de rite arménien, il soutint la création de l'évêché du *typikon* arménien et s'empessa à déclarer auprès de Rome que tous les catholiques de la région étaient arméniens. Il tenta de discréditer les missionnaires, qu'il considérait comme ses concurrents, et argumenta en faveur d'un évêque local⁹⁵. Mais en dépit des tentatives de Chahqulian, aucun évêché ne fut fondé à Akhaltsikhé. C'est certainement la raison pour laquelle les catholiques d'Akhaltsikhé n'ont pas adhéré en masse à l'identité ethnique arménienne, comme ce fut le cas à Artvin où un évêché fut fondé selon le *typikon* arménien et où tous les catholiques, sans distinction de langue maternelle, sont devenus arméniens.

Les choses se compliquèrent davantage après le passage de la région sous la domination russe et l'afflux sans précédent des Arméniens dans la région. De plus, en 1844, le gouvernement impérial interdit le missionariat issu du Vatican : si les missionnaires voulaient rester, ils devaient se considérer comme sujets russes et se soumettre au Consistoire de Moguilev⁹⁶. Par le même décret, la gestion de l'église catholique dans le Caucase fut confiée aux arméniens. Les deux écoles catholiques, situées dans le Rabat d'Akhaltsikhé et fondées respectivement en 1832 et 1851, étaient ainsi « arméniennes », même si une partie de l'enseignement s'y déroulait en géorgien (à cause de la méconnaissance de l'arménien par une partie des élèves)⁹⁷. L'église catholique arménienne tenta d'imposer l'arménien comme langue liturgique. Le décret impérial du 27 février 1886 les conforta dans ce sens. Néanmoins, il n'y aurait eu que quelques cas d'assimilation, comme dans les villages de Gulikam et Kartikam situés en Javakheti – région où les Arméniens étaient largement majoritaires depuis 1830-1835. Dans la plupart des cas, cela aurait mené à de graves conflits, notamment à Akhaltsikhé, Valé et Khizabavra – lieux où le nationalisme avait déjà pénétré les deux communautés⁹⁸.

⁹⁵ Ibidem, pp. 518 et suiv.

⁹⁶ La mission tenue par les Capucins cessa son existence en janvier 1845 après 183 ans de présence sur le territoire géorgien. Avant les capucins, les franciscains, dominicains, jésuites (Géorgie Occidentale) et théatins exercèrent le missionariat sans interruption depuis le début du 13^{ème} siècle.

⁹⁷ Nazi Sudadzé, *Socialuri Vitareba da Saganmanatleblo Sakitkhébi XIX saukunis Samtskhé-Javakhetchi* (« La situation sociale et les questions de l'éducation dans la région de Samtskhé-Javakhétie au 19^{ème} siècle »), Tbilissi, Metsniereba, 1998, p. 36.

⁹⁸ Vakhtang Gourguénidzé, « Kartveli Gregorianebi » (« Les grégoriens géorgiens »), *Gantiadi*, n° 9, 1989, pp. 124-133

Soumis à différentes pressions, un groupe de catholiques de Meskhétie réagit en fondant un centre alternatif à Istanbul au début des années 1860. Il faut penser ici au double dessein de rupture : à la fois avec l'Empire russe et avec l'influence du catholicisme arménien. Ainsi, depuis la fondation de la chartreuse pour catholiques géorgiens à Istanbul en 1861 par le prêtre Petre Kharistjirachvili, lui aussi natif d'Akhhaltsikhé, les catholiques géorgiens avaient acquis un centre éducatif important, qui formait les ecclésiastiques selon le rite géorgien finalement approuvé par le Vatican⁹⁹. Dans le langage populaire, les catholiques géorgiens sont appelés *franguebi* (« les français »), qualificatif refusé à partir de la seconde moitié du 19^{ème} siècle aux catholiques de langue arménienne, qui désormais sont appelés *somxebi* (Arméniens), tout comme les grégoriens. L'appartenance ethnique des « français » se clarifia sans heurts majeurs, et dès les premiers recensements des populations, ils furent définis comme étant Géorgiens. Avant la levée de l'interdiction sur les missions du Vatican et avant l'autorisation de la messe catholique en géorgien dans les églises de Meskhétie par l'archevêque Edouard de Roppi (siégeant à Tiraspol) lors de son voyage en Géorgie en 1903, l'existence de la chartreuse de Feri-Köy à Istanbul garantissait la pertinence du concept de « catholique géorgien ». Dans son sein s'est formée toute une génération d'ecclésiastiques, mais aussi de laïcs, profondément attachés au sentiment national. Feri-Köy devint un centre de recherche important sur l'histoire géorgienne, abritant les recherches menées par les pensionnaires comme Michel Tamarachvili, Michel Tarkhnichevili et Chalva Vardidzé¹⁰⁰.

Le centre a même fondé une imprimerie géorgienne où, à côté des livres de prière et de la littérature théologique, étaient édités les textes sur l'histoire de la Géorgie, ainsi que les textes indépendantistes. Feri-Köy a accueilli des nombreux immigrés politiques géorgiens, sans se soucier de leur confession. Les catholiques « français », par exemple Pio Baladzé et le Pâtre Andria Tsinamdzhvrichvili, tentèrent même d'éveiller le sentiment national chez les musulmans géorgiens d'Istanbul, notamment chez les jeunes étudiants *Gürücü* de la Mosquée Fatih en les invitant au monastère pour leur enseigner l'écriture et la lecture géorgiennes et aborder avec eux la « question nationale »¹⁰¹. Depuis la promulgation de la constitution

⁹⁹ Eugene Dallegio D'Allessio « Les géorgiens à Constantinople », trad. de Chalva Vardidzé, Istanbul, 1921

¹⁰⁰ Chalva Vardidzé « Stambolis Monasteri da R. Inguilo » (« Le Monastère d'Istanbul et R. Inguilo »), dans *Damoukidebeli Sakartvelo* (*Géorgie Indépendante*, journal de l'émigration géorgienne à Paris), Paris, 1931, vol. 63-64.

¹⁰¹ Il est intéressant de souligner que les catholiques géorgiens tentèrent de propager les sentiments nationaux aussi chez les musulmans de Meskhétie. En cela ils furent des alliés incontestables des intellectuels géorgiens de confession orthodoxe. La part des instituteurs catholiques fut élevée en Meskhétie et beaucoup de membres de l'Association pour la Diffusion de l'alphabétisme parmi les Géorgiens dans la région de Meskhet-Javakhétie furent également catholiques.

impériale, il était moins dangereux de parler de la question nationale, et Chalva Vardidzé s'employa à diffuser les livres parlant de l'histoire géorgienne. Le même Vardidzé créa le « club géorgien »¹⁰² : Feri-Köy réunissait ainsi régulièrement ce que les pères eux-mêmes nommaient la « communauté géorgienne » d'Istanbul, tellement le désir était grand de définir ainsi tous ceux qui étaient, de près ou de loin, liés à la Géorgie. Il est évident que la grande majorité des réunis étaient des musulmans *Gürcü* immigrés à Istanbul, certains d'entre eux étant même des serviteurs de haut rang de l'Empire ottoman (les Pachas, députés, militaires). Sans aller jusqu'à parler de sentiment nationaliste actif chez ceux qui venaient aux soirées organisées par les catholiques géorgiens, il existait indéniablement un sentiment de partage du passé, de l'existence d'origines communes.

Ainsi, l'existence de deux réseaux religieux (ou de deux tendances religieuses) chez les catholiques géorgiens a mené à deux processus distincts de formation de l'identité nationale. Paradoxalement, c'est le centre situé loin du pays, à Feri-Köy, qui est devenu le foyer le plus important de diffusion des idéaux nationaux parmi les catholiques géorgiens et, plus tard, chez les géorgiens toutes confessions confondues. Leur opposition aux catholiques arméniens et au rite arménien dans des conditions de concurrence « pour le monopole du salut des âmes », pour paraphraser Max Weber, a fait d'eux une force « révélationniste ». Leur mission religieuse n'était point la conversion au catholicisme des habitants de Meskhétie (ils la remplissaient aussi) : il leur fallait convertir à la conscience nationale géorgienne les brebis égarées. La révélation de la « véritable » identité aux fidèles était alors une quasi-parole divine. Même si les révélationnistes avouent que le *typikon* arménien n'a pas eu seulement des résultats négatifs, la conséquence d'assimilation progressive avec l'ethnie (*tomi*) arménienne est considérée comme un grand mal par les auteurs de la fin du 19^{ème} siècle¹⁰³. Démêler ce brouillage identitaire et révéler et restaurer « l'authentique identité » est le but affiché de tout historien patriote, qui utilise pour ce faire diverses sources (les noms propres dans les registres, les toponymes, les recensements, tous datés de la période pré-nationaliste). Il s'agit ainsi de parvenir à rendre la révélation « scientifiquement fondée ».

¹⁰² Eugene Dallegio D'Allessio « Les géorgiens à Constantinople », trad. Chalva Vardidzé, op. cit., pp. 13-14.

¹⁰³ Tamarachvili, op.cit, p. 411.

La République autonome d'Adjarie : la formation de l'Etat géorgien et la survivance des politiques impériales

Située à l'Ouest de la Meskhétie, aux bords de la Mer Noire, l'Adjarie (anciennement le district de Batoum) est la deuxième région géorgienne anciennement rattachée à l'Empire Ottoman (1630-1878). Le nationalisme géorgien y a connu un plus grand succès qu'en Meskhétie et, lentement mais sûrement, les Adjares furent solidement intégrés dans le corps national géorgien. Mais à la différence de la Meskhétie, l'Adjarie fut dotée par les autorités soviétiques d'un statut autonome en 1921 – statut garanti par le Traité turco-soviétique de 1921 (connu sous le nom de « traité de Kars »). En soixante-dix ans d'ethnofédéralisme soviétique, la région a acquis une forme étatique, une bureaucratie et une élite communiste indigène. Après l'effondrement de l'Union Soviétique, la région conserva un statut autonome et connut une décennie de quasi indépendance, dûe à la faiblesse de l'Etat central géorgien, à sa « privatisation » et à sa criminalisation avancée. Sous la férule d'Aslan Abachidzé, descendant des *sandjak beys* locaux de l'époque ottomane, la région posa un sérieux problème à la formation de l'Etat géorgien jusqu'à sa reprise en main récente (mai 2004) par le nouveau pouvoir de Tbilissi, dirigé par le président Saakachvili.

Malgré plus de quatre-vingt ans d'autonomie, la population adjare est foncièrement opposée à l'idée de la sécession ou d'un conflit militaire avec le reste de la Géorgie. Autrement dit, le séparatisme adjar n'a pas de réel fondement sociologique ou idéologique, à la différence de ses équivalents fonctionnels en Abkhazie et même en Ossétie du Sud. Les Adjars, bien qu'en majorité musulmans sunnites, ont la conscience d'appartenir à la nation géorgienne aussi bien sur le plan « civique » que sur le plan ethnique. Le patriotisme et un certain nationalisme géorgien sont également très ancrés dans l'opinion publique locale et rendent toute mention du séparatisme politiquement suicidaire. Pour ces raisons, Aslan Abachidzé – malgré le fait qu'il a toujours agi en pratique contre le gouvernement central en violant systématiquement la constitution de la Géorgie – reste un nationaliste géorgien au plan idéologique. Il a ainsi toujours violemment récusé le fait d'être le porteur d'une quelconque revendication « séparatiste » et a justifié son action centrifuge comme étant motivée par le souci de « sauver la Géorgie » des forces politiques « non patriotiques » qui occupaient le pouvoir à Tbilissi. L'appartenance à la famille aristocratique des Abachidzé, constamment rappelée par les médias proches du leader régional, était sensée l'immuniser à jamais contre le

virus sécessionniste¹⁰⁴. Il s'agit bien sûr d'une relecture instrumentale de l'histoire au gré de l'actualité politique. Le même Abachidzé ne cachait pas son admiration pour la période de la Géorgie féodale, lorsque la politique était selon lui « une affaire de code génétique » et que son modèle politique préféré reste celui de la Florence des Médicis – petite principauté florissante, patrie de la renaissance culturelle et artistique.¹⁰⁵

Eléments de sociologie politique de l'Adjarie

Pour bien comprendre la sociologie politique d'Adjarie, un bref analyse du système politique crée par Abachidzé s'impose. L'Adjarie avait bien un statut particulier au sein de la Géorgie dès l'époque soviétique. L'autonomie politique lui était garantie par le traité de Kars de 1921, conclu entre l'Union soviétique et la Turquie kémaliste. Néanmoins, la spécificité adjare par rapport aux autres régions géorgiennes s'est peu à peu effritée au fil des années. Son image de région « loyale » et parfaitement intégrée dans le discours identitaire géorgien contrastait avec les tensions sans cesse grandissantes dans l'autre république autonome de Géorgie, l'Abkhazie. Néanmoins, une élite politique soviétique locale s'est formée dans la région. Elle était traditionnellement dominée par la minorité chrétienne (Gouriens et Imeretiens) sans que l'opposition à cette élite se traduise cependant par une politisation de l'islam. L'absence de la question identitaire en Adjarie a même rendue très populaire l'idée de la suppression pure et simple du statut autonome de la région dans les années 1980. Cette idée, dont les intellectuels nationalistes se trouvent à l'origine, a rencontré un écho positif sur le terrain, mais a accru la méfiance des élites communistes qui ont alors tenté de réanimer « l'identité musulmane » comme seul argument justifiant l'autonomie.

Les premiers discours sur la frustration politique des musulmans datent de cette époque. Plusieurs manifestations ont alors eu lieu en Haute Adjarie – la région où l'islam est très majoritaire et largement pratiqué. Les dignitaires locaux n'ont pas hésité à faire venir les habitants des vallées à Batoumi (la ville où l'influence de l'islam est très faible) pour exiger le rééquilibrage du système politique en faveur des musulmans. Ce « réveil politique » de la campagne musulmane, largement suscité par les apparatchiks communistes afin de diminuer

¹⁰⁴ Aslan Abachidzé aime rappeler qu'il est le petit fils de Memed Abachidzé, de l'homme, qui au début du 20^{ème} siècle fut l'un des leaders du mouvement patriotique « Géorgie Musulmane » et qui milita contre le rattachement de l'Adjarie à l'Empire Ottoman. Aujourd'hui, Memed Abachidzé est considéré comme étant l'un des « héros nationaux » et le symbole de l'unité des géorgiens de confession chrétienne et musulmane.

¹⁰⁵ Le parti d'Abachidzé s'appelle le « Parti de la Renaissance Démocratique de Géorgie », familièrement appelé « Renaissance » (en géorgien Aghordzineba), par référence au goût du leader pour l'Italie du 15^{ème} siècle.

l'influence des nationalistes, a fini par être accepté par ces derniers et par le président Zviad Gamsakhourdia¹⁰⁶. Celui-ci a ainsi jugé nécessaire l'application d'une politique favorable aux adjars musulmans. Il a même nommé Aslan Abachidzé – petit-fils du leader historique de la « Géorgie Musulmane »¹⁰⁷ – en remplacement du dirigeant communiste Khakhva. La candidature d'Abachidzé était séduisante à la fois pour les nationalistes, pour qui ses ascendants familiaux étaient une garantie de patriotisme, et pour la paysannerie musulmane, puisque son identité confessionnelle ne faisait aucun doute.

Une fois arrivé au pouvoir, Aslan Abachidzé a très vite commencé à se poser en leader « naturel » de l'Adjarie et à se garantir un pouvoir exclusif dans la région. Déjà, du vivant de Gamsakhourdia, il s'était débarrassé de Nodar Imnadzé, l'un des personnages de confiance du président à Batoumi, tandis que la guerre civile et le chaos qui ont suivi le renversement de Gamsakhourdia en janvier 1992 lui ont fourni la possibilité de s'autonomiser davantage. Il a observé une stricte neutralité durant la guerre civile, empêchant les troupes des uns et des autres de se déployer en Adjarie. De l'époque de la guerre civile date aussi son rapprochement avec les militaires russes – et notamment avec la base n° 12, stationnée à Batoumi. Le mérite d'avoir épargné à l'Adjarie la guerre qui a ravagé la plupart des provinces géorgiennes de l'Ouest a valu à Abachidzé une certaine popularité non seulement en Adjarie, mais aussi sur la scène politique nationale. Il est devenu un acteur politique incontournable, un allié précieux pour les différentes forces politiques. Allié de Chevardnadzé jusqu'en 1995, il s'est distancié du pouvoir central lors du rapprochement de celui-ci avec Washington. A partir de 1996, Abachidzé et son parti « Renaissance » deviennent la principale force d'opposition politique à Chevardnadzé. Beaucoup de petites formations d'opposition étaient alors aussi financées par Abachidzé, qui en 1998-1999 parle de Batoumi comme étant le « deuxième centre politique du pays ». L'influence d'Abachidzé sur les affaires géorgiennes se renforce avec l'élection en 1999 d'une centaine des députés proches de son parti et de son bloc électoral au parlement national. Son style autoritaire et sa volonté de garder le contrôle absolu sur ce bloc ont fait

¹⁰⁶ Premier président de la Géorgie indépendante, renversé par un coup d'état en janvier 1992

¹⁰⁷ Les Abachidzé sont une grande famille aristocratique géorgienne, visible depuis le 17^{ème} siècle. Ils obtinrent leur fief adjar (la ville de Batoumi et les environs) au début du 15^{ème} siècle. Convertis à l'islam dès la conquête ottomane, ils conservèrent l'essentiel de leur pouvoir local, qu'il augmentèrent même à partir du 18^{ème} siècle, c'est-à-dire avec l'affaiblissement du pouvoir central de la Sublime Porte. Les Abachidzé rallièrent les russes pendant la guerre russo-ottomane de 1877-1878, et leur « transformisme » leur a valu le maintien de leur statut de potentats. Deux des Abachidzés (Memed et Heydar) furent même à l'origine du mouvement géorgianophile parmi les musulmans de la région.

éclater son unité et de nombreux partis et mouvements se sont peu à peu émancipés de son emprise¹⁰⁸.

Sans doute inquiet quant à son propre avenir politique, Abachidzé s'est rapproché davantage des Russes et a créé les conditions idéales pour leurs militaires à Batoumi – finançant leur présence avec les fonds venant du budget social de la région. Sur fond de tensions grandissantes entre Tbilissi et Moscou, Abachidzé courtisait les généraux russes et même encourageait les jeunes habitants de l'Adjarie à servir sur la base militaire russe au lieu de s'engager dans les rangs de l'armée nationale. La base militaire n° 12 est ainsi devenue progressivement une armée aux deux tiers composée d'Adjars : une sorte d'armée « non officielle » au service d'Abachidzé. Le verrouillage du système politique local devenait alors de plus en plus autoritaire. Non seulement Abachidzé éliminait l'opposition politique, obligée de quitter Batoumi pour se réfugier à Tbilissi (comme dans le cas du Parti républicain des frères Berdzenichvili), mais il menait aussi une lutte sans merci contre les clans et les familles influentes. Loin d'adopter les schémas culturalistes ou le déterminisme ethnographique, nous sommes forcés d'admettre que l'Adjarie, avec la Svanétie et l'Abkhazie, est l'une des régions géorgiennes où la parenté joue un rôle important dans la politique locale. Dans les élections locales, la solidarité entre les membres du clan ou encore entre les habitants de la même vallée est quasiment sans faille. Ainsi, Abachidzé créa au fil des ans une véritable coalition clanique composée principalement de trois familles : les Abachidzé, les Goguitidzé et les Bakouridzé. Les représentants de ces trois familles occupent l'essentiel des postes de responsabilité au sein de l'administration. Progressivement, plusieurs familles importantes furent éliminées de la vie politique, d'autres furent éliminées physiquement (le cas le plus célèbre étant celui de ses ex-alliés, les Assanidzé, arrêtés et maintenus emprisonnés malgré la grâce présidentielle).

La puissance d'Abachidzé était également financière. Il contrôlait entièrement le port le plus important du pays (Batoumi) et s'arrogeait des prébendes sur l'essentiel du commerce turco-géorgien – le principal point de passage étant la douane de Sarpi, située en Adjarie. Le budget local avait ainsi toutes les apparences d'un budget de famille. Depuis l'an 2000, il refusait de payer au budget central les sommes prélevées en Adjarie, en motivant ce refus par le fait que le montant des transferts du budget central à la région était *grosso modo* équivalent

¹⁰⁸ Le Parti Traditionaliste d'Akaki Assatiani, le parti Socialiste de Vakhtang Rtchéoulichvili, le Parti du Travail de Chalva Natelachvili, le Parti Unité de Jumber Patiachvili et d'autres créèrent ainsi leurs propres factions parlementaires ou fusionnèrent avec les factions concurrentes de la Renaissance.

à la contribution annuelle de cette dernière. Il eut été donc « déraisonnable » que l'argent « circulât inutilement ». Abachidzé fut à l'origine de la privatisation de l'Etat (de fait il s'agit de la vente pure et simple de la flottille commerciale de Géorgie). Il possédait aussi plusieurs entreprises, complexes hôteliers, etc. Sa holding « Renaissance » (portant le même nom que son parti politique !), avait de multiples filiales sectorielles (production agricole, BTP, industrie légère, import-export). Le département d'Etat américain considèrait qu'il avait des liens avec les réseaux criminels transnationaux. Parallèlement, Abachidzé continuait à exiger de la capitale l'ouverture de négociations sur la constitution de zones économiques franches sur le territoire adjar. Le modèle des zones franches qu'Abachidzé affectionnait tout particulièrement était celui de la Chine, impliquant le fort contrôle des activités politiques sur le territoire de la zone franche.

Durant les « journées révolutionnaires » de Tbilissi en novembre 2003, Abachidzé a soutenu le régime de Chevardnadzé, non pas par amour excessif envers celui-ci, mais parce que le maintien d'un pouvoir central affaibli et redevable envers la direction adjare était dans son intérêt. De plus, ses relations avec les nouveaux leaders du pays sont orageuses – des altercations entre les militants du « Mouvement national » et ceux de « Renaissance » ont même eu lieu dans les rues de Batoumi la veille des élections du 4 novembre. Mais Abachidzé a su se montrer flexible, en acceptant la tenue des élections présidentielles en Adjarie. Mais en déclarant dans le même temps les nouvelles autorités « illégitimes », puis en introduisant l'état d'urgence sur le territoire de la région autonome, et enfin en effectuant une visite d'une semaine à Moscou aux côtés des séparatistes d'Ossétie du Sud et d'Abkhazie.

Le legs ottoman aux mains de la Russie post impériale

En ce qui concerne le rôle de la Russie dans la crise adjare, l'éviction d'Abachidzé fut un sérieux revers pour le Kremlin. Néanmoins, après sa fuite, la Russie tenta de persuader le monde entier que c'était grâce à sa politique de médiation que les choses s'étaient « arrangé ». La Russie ne pouvait qu'agir de cette manière si elle ne voulait pas perdre la face. Le rôle de médiateur a été joué à contre cœur, et pour la première fois depuis treize ans l'ancienne puissance tutélaire n'a pas pu utiliser la force. Ce nouveau rôle de médiateur contre celui de gendarme habituellement joué, fut un peu forcé et la conséquence de la nouvelle réalité dans le Caucase du Sud, peu favorable à Moscou.

Après le départ d'Aslan Abachidzé de Batoumi, les réactions en Russie furent plutôt amères. Le leader régional avait été pendant plus de treize ans l'un des piliers de la politique russe du « collier séparatiste » autour de la Géorgie. Maintes fois protégé des foudres de Chevardnadzé, habituellement reçu comme un véritable chef d'état à Moscou, Abachidzé a finalement été rapatrié dans la capitale russe dans les valises d'Igor Ivanov, président du Conseil de Sécurité russe. Soutenu par une majorité écrasante de la population adjare, Mikhéil Saakachvili a remporté le bras de fer sans effusion de sang, en privant progressivement le leader adjar de son entourage et des ses alliés locaux. Au début de la phase ouverte de la crise (mars 2004), le jeu russe restait cependant ambigu, régulièrement ponctué de déclarations encourageantes pour Abachidzé. De nombreux députés russes ont fait le déplacement à Batoumi et le maire de Moscou, Yourii Loujkov, y a débarqué en bravant le blocus imposé par Tbilissi. Abachidzé, de son côté, a effectué trois séjours de travail à Moscou depuis la « révolution des roses » en cherchant des garanties auprès de l'establishment russe. Il a ainsi obtenu l'allègement du régime des visas pour les habitants de la région autonome et plusieurs centaines de mégawatts d'électricité gratuite.

Moscou, tout comme les américains, tenta de dissuader le gouvernement géorgien contre une éventuelle intervention militaire ou policière en Adjarie. Les plus importants exercices militaires dans l'histoire de la Géorgie indépendante, qui ont eu lieu à proximité d'Adjarie du 30 avril au 2 mai, ont en effet provoqué l'inquiétude non seulement d'Abachidzé et de Moscou, mais aussi de Washington. Les manœuvres et les déclarations belliqueuses des responsables de la sécurité géorgienne ont poussé Abachidzé à commettre une faute irréparable : le 2 mai, il a fait exploser les ponts reliant l'Adjarie au reste de la Géorgie – événement qui a servi de déclencheur aux manifestations de masse¹⁰⁹. Une fois la taille critique de la manifestation atteinte (15 000 personnes à Batoumi) et après le passage de plusieurs personnalités de l'entourage d'Abachidzé dans le camp des autorités centrales, la partie apparaissait comme étant déjà perdue. Néanmoins, le risque de dérapage violent subsistait, le dernier carré des fidèles était lourdement armé et contrôlait le centre ville. Le 4 mai, le changement de ton a été total pour les américains : le Département d'état « ayant fermement condamné » les violations des droits de l'homme en Adjarie et contactant par téléphone Abachidzé en lui suggérant de démissionner. Le Kremlin a fait sensiblement la

¹⁰⁹ Cet événement fut important sur le plan symbolique, puisque la rivière Tcholoki, servait de frontière entre les Etats géorgiens et l'Empire ottoman (plus tard entre le Tsar et les Ottomans), pendant près de trois siècles.

même analyse et la décision a été prise d'envoyer Igor Ivanov à Batoumi pour persuader Abachidzé de démissionner sans utiliser la force.

Ce faisant, la Russie « sauvait la face » en apparaissant comme médiatrice privilégiée et en récupérant le profit symbolique d'un dénouement pacifique de la crise : le président Vladimir Poutine a ainsi reçu les remerciements personnels de Saakachvili et de la ministre géorgienne des Affaires étrangères. La défaite d'Abachidzé est néanmoins un coup dur pour Moscou. Les négociations sur la fermeture des bases russes en Géorgie ont changé de configuration, l'argument du Kremlin sur l'existence des autorités locales désireuses de garder la base n'étant plus valable. La classe politique russe a très mal réagi au « lâchage » d'Abachidzé : seuls les milieux proches du Kremlin affichent encore de l'espoir. Cet espoir est double. Saakachvili devra se montrer redevable pour la position constructive russe et se comporter en conséquence – par exemple en modérant sa volonté de rejoindre rapidement l'OTAN. Sinon, Abachidzé est une arme non négligeable aux mains de Moscou. Ainsi, en cas d'échecs répétés du pouvoir central en Adjarie, l'ex-leader pourrait être facilement remis en selle.

Aslan Abachidzé a pendant longtemps fait craindre au gouvernement central qu'il était soutenu par la Turquie et que, héritage ottoman oblige, le gouvernement turc allait prendre sa défense. Or, paradoxalement, l'élite politique adjare sous Abachidzé fut bien une élite post-impériale, mais une élite gardant des liens avec Moscou et non pas avec Ankara. Après la fuite d'Abachidzé, le gouvernement géorgien n'a pas recouru à la suppression du statut autonome de la région, et ceci malgré une opinion publique largement favorable à l'idée. En effet, le nationalisme géorgien regarde toute sorte d'autonomie avec beaucoup de méfiance, voire avec une certaine hystérie. L'ethnofédéralisme soviétique, en créant les républiques et les régions autonomes, a pavé la route au sécessionnisme des années 1990 – le cas le plus abouti étant celui de l'Abkhazie. Le statut autonome – héritage soviétique – s'accommode mal du nationalisme intégrateur, qui considère que les Adjars font partie de l'ethnie géorgienne.

L'autonomie est maintenue, mais elle a néanmoins été vidée de sens son depuis ces événements. Le nombre des ministères locaux a été divisé par trois et le nouveau président est désigné depuis Tbilissi et seulement approuvé par le parlement local. Sur le plan identitaire, l'équilibre dans les structures étatiques entre les musulmans et les chrétiens n'est pas rompu.

Le président du gouvernement autonome reste issu d'une famille musulmane. Mais la christianisation est activement « encouragée » et les conversions font florès. Souvent, les personnes ayant planté des croix sur la place des villages durant les journées révolutionnaires se sont vues offrir le poste de maire en récompense. La propagande officielle, selon laquelle l'islam est toléré mais reste néanmoins la religion de l'autre, voire celle du conquérant, se fraye activement un chemin. En définitive, ce qui est en jeu, c'est la banalisation de l'Adjarie, sa transformation en une région géorgienne comme une autre – le but inavoué restant l'achèvement de l'œuvre commencée en 1878 avec le rattachement de l'Adjarie au reste de la Géorgie. Mais ceci n'est pas tant la tentative d'effacement de l'héritage de l'Empire ottoman, que la volonté politique d'entreprendre une politique publique de fermeture définitive de la « parenthèse de cent-vingt ans » de l'impérialisme tsariste et soviétique.